

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46467

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

DOMINIQUE TRIMBUR

LA POLITIQUE CULTURELLE EXTÉRIEURE DE L'ALLEMAGNE, 1920-1939: LE CAS DE LA PALESTINE

Introduction

Après la défaite de 1918 et un traité de Versailles qui lui attribue la responsabilité de la Première guerre mondiale, l'Allemagne doit retrouver sa place dans le concert international. Cela passe en premier lieu par une politique centrée sur l'Europe, destinée à effacer, ou à réduire, les dures conditions imposées par ce traité. Mais l'Allemagne, en quête d'une nouvelle aura, développe très activement des alternatives, qui demeurent encore mal connues. Ainsi, à l'instar d'autres pays qui systématisent leur action culturelle à l'étranger, elle considère ce domaine comme une possibilité de rompre avec son isolement, mais surtout avec son image militariste. La science et les arts sont de bons articles d'exportation et des instruments lui permettant de contrer les interdits politiques qui pèsent sur elle: comme une influence directe ne lui est plus permise, il lui est possible de développer son rayonnement en utilisant des moyens pacifiques.

Pour observer cette politique et ses résultats, le cas de la Palestine offre plusieurs avantages. C'est un territoire où se livre depuis près d'un siècle une sourde rivalité entre les puissances européennes, qui tiennent à y assurer une représentation massive. C'est un espace géographique dont la signification dépasse largement sa réalité terrestre: comme le remarquent nombre d'observateurs, la Palestine exerce un effet démultiplicateur sur toutes les initiatives. L'Allemagne y est présente depuis quelques décennies, sous sa facette prussienne puis au titre du *Reich* unifié. Après 1918, elle peut donc agir sur une base solide. Mais celle-ci ne correspond plus vraiment au contexte, local comme international, alors en plein bouleversement: on observe ainsi les constances et les ruptures d'une présence rivalisant avec d'autres, en répertoriant les publics auxquels l'Allemagne s'adresse. Entre 1920 et 1939, conditionnée par l'histoire locale, la politique culturelle allemande l'est aussi par le contexte interne au *Reich*.

Pour analyser l'action culturelle de l'Allemagne en Palestine, nous présenterons tout d'abord un état des lieux à l'issue de la Première guerre mondiale. Nous observerons ensuite la reprise des instruments traditionnels de présence allemande dans une Palestine en apparence immuable. Nous aborderons encore les moyens choisis par la République de Weimar pour mieux répondre aux changements qui affectent un territoire en fait résolument entré dans le champ de la grande politique. Nous prendrons enfin en compte l'impact de l'arrivée au pouvoir de Hitler sur la présence allemande dans un domaine géographique de plus en plus marqué par sa composante juive.

Pour ce faire, nous avons recouru aux sources diplomatiques allemandes. Mais pour appuyer nos jugements, il nous a semblé intéressant de placer l'ensemble sous le regard des diplomates français, sur place ou à Paris: des observateurs attentifs du retour de l'Allemagne sur la scène palestinienne et internationale.

I. La position de l'Allemagne en Palestine au début des années 1920

En Terre Sainte, plus que nulle part ailleurs, le concept de culture, parallèle à celui de religion, a une signification particulière. La Palestine appartient aux territoires où la culture a été, pour ainsi dire, inventée. Depuis le milieu du XIX^e siècle, elle est l'enjeu de rivalités internationales de la part des grandes puissances: la France, la Russie, l'Angleterre, plus tard l'Allemagne. Ce »grand jeu« se traduit par la fondation d'institutions chrétiennes, mais aussi juives (écoles, orphelinats, hospices pour pèlerins), hébergées dans de vastes édifices dont la plupart sont encore visibles aujourd'hui, notamment à Jérusalem.

La Première guerre mondiale met fin à cette concurrence. La participation de la Turquie au conflit aux côtés des Puissances centrales mène à la réquisition de nombre d'institutions françaises, russes et anglaises (et plus tard italiennes). S'ouvre alors un vaste champ d'action pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Quelle est la situation de la politique culturelle allemande en Palestine en 1914? Celle-ci vit dans le souvenir de la pompeuse visite de Guillaume II, en octobre/novembre 1898, amplement remémorée cent ans plus tard¹. Ce séjour signifie le début véritable de la présence allemande comme protagoniste sérieux du jeu palestinien; mais elle est aussi le résultat d'une tradition longue d'un demi-siècle de présence prussienne puis allemande². L'année 1898 est aussi le couronnement du commerce allemand dans la région: il se développe à un rythme accéléré, en parallèle aux grands projets ferroviaires allemands dans le reste de la Turquie (la fameuse *Bagdad-Bahn*). La présence allemande se manifeste aussi de façon plus concrète, incarnée par de grands édifices qui suscitent la jalousie des autres pays. De grandes églises couronnant les collines de Jérusalem et de la Palestine, d'imposantes institutions dominant le paysage de la Ville Sainte: l'église protestante du Rédempteur (*Erlöserkirche*), près de la basilique du Saint-Sépulcre, le sanatorium Auguste Victoria, sur le mont des Oliviers, et l'église de la Dormition, sur le mont Sion; des œuvres qui contribuent à la politique des pays européens rivalisant par le biais de l'action caritative.

La participation allemande au contexte palestinien, plus récente que la française ou la russe, est aussi plus variée. Les institutions allemandes ne sont pas seulement catholiques, comme la plupart des œuvres françaises, ou chrétiennes-orthodoxes,

1 Les 100 ans de la visite de l'Empereur ont marqué de nombreuses parutions éditoriales, plus ou moins scientifiques: Axel MEIER, *Die kaiserliche Palästina-reise 1898: Theodor Herzl, Großherzog Friedrich I. von Baden und ein deutsches Protektorat in Palästina*, Constance 1998; Alex CARMEL, Ejal Jakob EISLER, *Der Kaiser reist ins Heilige Land: die Palästina-reise Wilhelms II. 1898; eine illustrierte Dokumentation*, Stuttgart e. a. 1999; voir aussi Jürgen KRÜGER, *Der neue Konstantin*, in: *Damals* 9 (2000) p. 74sq.

2 Francis R. NICOSIA, *The Third Reich and the Palestine Question*, Austin 1985 (nouvelle édition, New Brunswick/Londres 2000), ch. 1: *Imperial and Weimar Precedents*, p. 1sq.

comme les russes, mais également juives ou protestantes³. L'Allemagne dispose en outre d'instituts scientifiques: ceux-ci, généralement mis en place par des chercheurs chrétiens, par exemple Gustav Dalman avec l'*Institut für Altertumswissenschaft des Heiligen Landes*⁴, sont financés par des sociétés privées, en l'occurrence le *Jerusalemverein*⁵. Mais ils sont également soutenus par le *Reich*. Ce sont les héritiers d'une longue tradition qui a conduit à Jérusalem nombre de chercheurs germanophones tout au long du XIX^e siècle. De plus, ils marquent décidément l'avance de l'Allemagne sur la France en matière d'archéologie, alors que l'Hexagone est encore en quête d'une institution fermement établie et richement dotée dans ce domaine⁶.

En 1914, l'Allemagne peut donc établir un bilan satisfaisant et prometteur. Les institutions mentionnées sont internationalement réputées, et l'accroissement de la composante juive de la population peut encore renforcer la place de l'Allemagne. Certes, en 1913, le partenaire juif le plus important de Berlin, le *Hilfsverein der deutschen Juden*, doit enregistrer une défaite, avec l'introduction de la langue hébraïque dans ses écoles de Palestine, en particulier au *Technikum* de Haïfa, une institution symbole de la modernité de l'ambition sioniste⁷. Mais le mouvement fondé par Herzl demeure un mouvement d'obédience allemande, comme le remarquent les diplomates français: ainsi, s'il est décidé, lors du congrès sioniste de La Haye, en 1907, que l'hébreu va devenir la langue officielle du sionisme, l'ambassadeur de France dans la capitale néerlandaise déplore néanmoins que «l'allemand restera longtemps encore la langue officielle des sionistes»⁸.

Comme nous l'avons vu, au cours de la Première guerre mondiale, la place de l'Allemagne est encore renforcée. La réquisition par les Turcs d'institutions françaises est en effet avantageuse pour les Allemands: la France n'est plus à même de mener sur place une politique active en propre, puisqu'elle vient d'être exclue du Levant. Pour Berlin, cette situation signifie la possible réalisation d'idées caressées depuis quelques années. C'est ainsi que l'on songe à l'édification d'une Université allemande, inspirée de celle qui existe en Chine⁹, mettant fin au monopole franco-américain qui prévaut jusque-là dans l'enseignement supérieur au Levant. En Palestine,

3 Voir Abdel Raouf SINNO, *Deutsche Interessen in Syrien und Palästina 1841–1898, Aktivitäten religiöser Institutionen, wirtschaftliche und politische Einflüsse*, Berlin 1982.

4 Voir Julia MÄNNCHEN, *Gustav Dalman als Palästinawissenschaftler in Jerusalem und Greifswald: 1902–1941*, Wiesbaden 1994.

5 Almut NOTHNAGLE, Hans-Jürgen ABROMEIT, Frank FOERSTER (Hg.), *Seht, wir gehen hinauf nach Jerusalem! Festschrift zum 150jährigen Jubiläum von Talita Kumi und des Jerusalemvereins*, Leipzig 2000.

6 Ève GRAN-AYMERICH, *Naissance de l'archéologie moderne 1798–1945*, Paris 1998, p. 342; voir aussi notre étude *Une École française à Jérusalem – De l'École pratique d'Études bibliques des Dominicains à l'École Biblique et Archéologique Française de Jérusalem*, in: *Mémoire dominicaine*, V, Paris 2002.

7 Zeev W. SADMON, *Die Gründung des Technions in Haifa im Lichte deutscher Politik 1907–1920*, Munich e. a. 1994.

8 Archives du ministère français des Affaires étrangères, Paris (MAE, Paris), NS Turquie politique intérieure – Sionisme, 137 Palestine – sionisme, 1900–1907, lettre de l'ambassade de France à La Haye (63) au MAE, 24 août 1907. Voir aussi Yehuda ELONI, *Zionismus in Deutschland – Von den Anfängen bis 1914*, Gerlingen 1987, en particulier p. 313sq.

9 Françoise KREISSLER, *L'action culturelle allemande en Chine – De la fin du XIX^e siècle à la Seconde Guerre Mondiale*, Paris 1989, ch. 5: L'enseignement supérieur, en particulier p. 139sq.

l'Allemagne est alors plus présente que jamais, par le biais de l'assistance militaire à l'Empire ottoman. Jérusalem possède deux églises allemandes de garnison: une protestante, celle du Rédempteur, l'autre catholique, à la Dormition. Tandis que l'école du *Verein vom Heiligen Lande*, catholique, est le seul établissement européen d'enseignement à rouvrir quelques mois après le début de la guerre. De même, les institutions scientifiques allemandes poursuivent leur travail, dans la mesure où leur personnel n'est pas sous les drapeaux et reste en Palestine. Par ailleurs, les produits des colonies des *Templer*, une secte protestante allemande établie en Terre Sainte, sont appréciés et vendus partout¹⁰.

En 1917, la place de l'Allemagne en Palestine est donc de tout premier ordre: Berlin pense alors avoir enfin obtenu une position solide dans le sud du Levant, alors que ses perspectives de développement précisément dans cette région étaient apparues relativement restreintes jusque-là.

Cette perception est toutefois de l'ordre du «château en Espagne», en conséquence de la défaite germano-turque. De fait, l'Allemagne est à son tour expulsée de Palestine. Le consul allemand à Jérusalem, Johann Wilhelm Heinrich Brode, quitte la Ville Sainte en novembre 1917, peu avant la chute de Jérusalem, le 9 décembre; l'alliance germano-turque perd toute la Palestine à la fin de l'été suivant. Pour leur part, les *Templer* et les autres Allemands sont déportés en Egypte par les Britanniques. Les Français, qui reviennent victorieux en Palestine après en avoir été expulsés *manu militari* trois ans plus tôt, savent profiter de cette situation. Le retour des religieux français permet non seulement la reprise des activités passées, mais aussi la prise en charge des élèves des établissements allemands¹¹. Par ailleurs, si Paris ne peut certes pas installer des Bénédictins français à la Dormition, ce sont tout de même des Bénédictins belges, francophones, qui l'investissent¹². Comme les religieux français avaient dû quitter la Palestine en décembre 1914, les Bénédictins allemands prennent alors le chemin de l'exil, intégralement livrés aux aléas de la politique internationale: représentants consentants d'une puissance européenne, ils lui sont assimilés et doivent la suivre dans sa défaite¹³. Ce qui apparaît comme un enchaînement de faits totalement logique aux yeux des religieux français, alors qu'eux-mêmes avaient crié à l'injustice lorsqu'ils avaient été chassés de Palestine¹⁴.

Ce qui est d'autant plus normal pour les diplomates français, dans la continuité des rivalités d'avant-guerre. De même le réinvestissement rapide de l'École biblique des

10 Pour la situation des établissements chrétiens de Palestine au cours de la Première guerre mondiale, se reporter à notre article Le destin des institutions chrétiennes européennes de Jérusalem pendant la Première guerre mondiale, in: *Mélanges de Science Religieuse*, n° 4, octobre-décembre 2001.

11 MAE, Paris, Levant 1918-1940, Palestine, 1, dossier général, mai 1918-avril 1919, télégramme de la légation de France au Caire (281) au MAE, 26 mai 1918, Georges-Picot.

12 Le soutien français à l'installation de Bénédictins belges à la Dormition est très présent dans la correspondance du ministère français des Affaires étrangères (Levant 1918-1940, Turquie, Affaires religieuses, Protectorat, 121, Établissements religieux, novembre 1918-décembre 1919).

13 Un Bénédictin belge de l'abbaye de Maredsous, celle des moines qui remplacent les Allemands, a retracé cette histoire: Bernard LORENT, OSB, *L'affaire de la Dormition (1918-1920)*, Rome, mémoire de l'Université pontificale grégorienne, Faculté d'histoire ecclésiastique, 1992.

14 Voir la correspondance éloquente de l'établissement assumptionniste de Notre-Dame de France, archives de la Curie généralice des Assumptionnistes, Rome, NX 168 à 332, lettres de Jérusalem, lettres du P. Dressaire au P. Athanase, 26 juin, 11 et 27 juillet, 27 novembre 1918.

Dominicains français est vivement souhaité par Paris, de manière à contrer l'installation imminente d'une annexe de l'Institut biblique pontifical, réalisation tardive d'un projet résultant d'une initiative prétendument allemande. Mais il ne s'agit pas seulement d'un règlement de compte entre Paris et Berlin: certes, toute présence allemande est à remplacer par une influence française, mais cela vaut aussi pour faire contrepoids à une Grande-Bretagne qui s'impose en maîtresse des lieux.

Comme l'écrit l'orientaliste français Sylvain Lévi, dénonçant tout reliquat de présence germanique en Terre Sainte, les ressortissants allemands, religieux ou non, sont naturellement suspectés de subversion et d'espionnage¹⁵. Cette méfiance n'est pas le seul fait d'esprits revanchards; elle émane aussi des autorités britanniques, qui inscrivent par exemple Gustav Dalman sur une liste noire. À ce titre, le bibliste ne peut d'abord rejoindre son poste de Jérusalem; s'il est ensuite autorisé à revenir, c'est seulement pour rassembler ses affaires et en repartir définitivement. Pour l'Allemagne il s'agit alors de patienter en attendant de pouvoir reconstruire plus tard une présence.

L'interruption ne dure toutefois pas très longtemps. Un représentant officiel de Berlin est de retour dès 1922, au sein du consulat d'Espagne en charge des intérêts allemands. Certes, la culture n'est pas le principal souci du gouvernement de Berlin, alors aux prises avec des problèmes économiques dramatiques; l'aspect commercial l'emporte dans la politique pratiquée par l'Allemagne en Palestine. Dans ce domaine, objet des préoccupations allemandes dès 1922¹⁶, l'Allemagne retrouve rapidement une position solide. Moritz Sobernheim, responsable de la section des Affaires juives (*Referat für Jüdische Angelegenheiten*) de l'*Auswärtiges Amt*¹⁷, perçoit comme l'une de ses responsabilités majeures de reconstituer la présence allemande en Palestine. Pour lui, les relations avec la communauté juive doivent être entretenues avec soin, le commerce allemand servant d'intermédiaire. À cet égard il est important d'encourager les colons allemands et leurs activités agricoles. De cette manière, l'Allemagne devient le principal partenaire commercial de la Palestine, comme Sobernheim le constate sur place en mars/avril 1925, à sa grande satisfaction¹⁸.

Mais pour Berlin, la Palestine conserve son importance spirituelle et culturelle, avec la nécessité d'y préserver une position bien établie. Pour ce faire, l'Allemagne choisit d'une part la voie de la tradition, en reprenant la forme habituelle, religieuse, de sa présence. Toutefois, elle est obligée de prendre en compte une situation en plein bouleversement: on assiste en effet à la transformation définitive de la Palestine en enjeu décisif des relations internationales; ce qui conduit à de nouveaux investissements allemands en matière culturelle.

15 Il écrit: «Les Allemands [...] ont en Palestine un clergé actif, soutenu par une clientèle zélée» (MAE, Paris, Levant 1918-1940, Palestine, 1, dossier général, mai 1918-avril 1919, lettre de Lévi au MAE, 15 février 1919).

16 Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes, Bonn (PA/AA), Direction des Affaires politiques, Affaires juives, Affaires politiques juives, 1.22-12.22, 78 659, lettre de Jérusalem (représentant allemand au sein du consulat espagnol, 228) à l'*Auswärtiges Amt* (AA), 7 février 1922, Kapp.

17 Francis R. NICOSIA, Jewish Affairs and German Foreign Policy during the Weimar Republic – Moritz Sobernheim and the Referat für jüdische Angelegenheiten, in: Leo Baeck Institute Year Book XXXIII (1988) p. 261sq.

18 PA/AA, Direction des Affaires politiques, Papiers Sobernheim, Comptes rendus 1920-1925, 78 714, «Compte rendu de mon voyage en Palestine en mars et avril 1925».

II. Les aspects traditionnels de la politique culturelle allemande

Au début des années 1920, le ministère allemand des Affaires étrangères développe un nouveau concept d'action culturelle: la culture est le moyen de reconquérir ce que les armes ont perdu. Il s'agit dès lors de structurer cette forme d'action. La théorisation en revient à Carl Heinrich Becker: homme politique et théoricien, il énumère les »tâches politico-culturelles du Reich«¹⁹. À ce titre il influence la réforme de l'*Auswärtiges Amt* de 1920, avec la création d'une direction des Affaires culturelles (*Kulturabteilung*)²⁰. Son but est de réorganiser la propagande allemande en direction de l'étranger, en favorisant le rétablissement de l'image de l'Allemagne²¹.

En dépit de cette modernisation, en Palestine les instruments traditionnels de présence semblent dans les premiers temps demeurer les plus efficaces. Cela répond à la situation de l'Allemagne, avec les faibles moyens mis à la disposition de la nouvelle structure: l'inflation galopante nécessite la concentration sur les affaires intérieures. Cette préoccupation se place en parallèle aux impératifs premiers de la politique étrangère allemande: sécurité, renforcement de la position de l'Allemagne en Europe et volonté de mettre fin au *Diktat* de Versailles. L'attachement aux formes traditionnelles de présence en Terre Sainte répond encore à la situation de la Palestine, dont on ne sait pas encore si elle va devenir un nouveau Royaume latin ou un territoire à dominante juive, conformément à la promesse Balfour de novembre 1917.

La situation est telle lorsque les anciens occupants des institutions allemandes reviennent en Palestine. Les catholiques sont de retour dès 1921. Les Bénédictins de l'abbaye de la Dormition prennent la relève de leurs frères belges, que les Français auraient aimé avoir là plus longtemps pour consacrer une exclusive latine, voire française, parmi la catholicité de Terre Sainte. Le rapide effacement des sanctions prises à l'encontre des Allemands déplaît aux représentants de Paris en Orient. Ainsi, de retour de Palestine et à l'approche de la réinstallation des Bénédictins allemands, le secrétaire général du Haut-commissariat français au Liban, Robert de Caix, rend compte de ce qui ressortit à ses yeux d'une collusion *de facto* contre les intérêts français: »Comme preuve des dispositions des Anglais et de leurs tendances dans la catholicité elle-même [...] à décourager tout ce qui peut servir l'influence française il faut signaler ce qui a été décidé en ce qui concerne le sanctuaire de la Dormition. Celui-ci a été créé par les Allemands, et les Bénédictins Belges avaient été appelés à la suite de la victoire des Alliés pour en prendre possessions (sic). Ces Bénédictins [...] doivent être remplacés à la Dormition par des moines allemands qui vont rentrer. J'ai vu leur Directeur (sic), le Père Fournier, actuellement réfugié chez les Dominicains

19 Carl H. BECKER, *Kulturpolitische Aufgaben des Reiches*, Leipzig 1919. Becker a été professeur à Heidelberg, Hambourg, Bonn et Berlin; en 1921, puis de 1925 à 1930 il est ministre prussien de la Culture. Voir Erich WENDE, *C. H. Becker, Mensch und Politiker – Ein biographischer Beitrag zur Kulturgeschichte der Weimarer Republik*, Stuttgart 1959; Hans H. SCHAEDELER (Hg.), *Becker, C. H., Ein Gedenkbuch*, Göttingen 1950.

20 Kurt Doss, *Das deutsche Auswärtige Amt im Übergang vom Kaiserreich zur Weimarer Republik – Die Schülersche Reform*, Düsseldorf 1977.

21 Le principal modèle est le *Service des Œuvres Françaises à l'Étranger* (SOFÉ) créé au Quai d'Orsay en 1920 (Kurt DÜWELL, *Deutschlands auswärtige Kulturpolitik, 1918–1932, Grundlinien und Dokumente*, Cologne, Vienne 1976, p. 38sq.).

de St-Etienne. Il m'a dit sans hésiter qu'on n'avait pas voulu à la Dormition, plus qu'ailleurs, qu'aucun ordre religieux pût répandre la langue et les sympathies françaises²².

Faisant chorus à son subordonné, le général Gouraud, Haut-commissaire au Liban, prend lui-même la plume pour indiquer que: »L'affaire de la Dormition où des bénédictins Belges ont dû céder la place à des bénédictins allemands rentrant dans leurs couvents (sic) prouve l'opportunité d'ouvrir les yeux du Saint-Siège sur cette vérité qu'en Palestine les intérêts français et catholiques sont les mêmes.«²³

Après un exil de trois ans, les disciples allemands de Saint-Benoît réinvestissent leur monastère et y reconstruisent une forte communauté. De plus, ils peuvent exercer une certaine influence dans la mesure où ils se voient confier par le Patriarche latin la formation du clergé de Jérusalem²⁴. Même si l'allemand n'est pas la langue de leur enseignement, cela provoque la méfiance de leurs confrères mais néanmoins rivaux français, Bénédictins de la Pierre qui Vire également installés à Jérusalem, puisque ainsi ils possèdent un ascendant sur les futurs prêtres catholiques de Palestine. Et cela même si les Bénédictins allemands sont bien moins actifs politiquement que leurs frères français, présents en Terre Sainte depuis le début du XX^e siècle et exerçant une influence à partir du séminaire qu'ils dirigent, éduquant en français et dans un esprit français le clergé syrien-catholique, une Église orientale unie à Rome. En 1932 leur mission s'arrête toutefois lorsque le Patriarche latin la confie à une congrégation religieuse d'obédience française, les Pères de Bétharram; ce qui, aux yeux du Chancelier du Consulat général de France à Jérusalem, »aura des répercussions importantes sur notre influence dans les milieux latins et particulièrement parmi le clergé indigène des paroisses, qui nous témoignait habituellement de l'hostilité, du moins une indifférence affectée«²⁵. Une remarque laconique qui souligne toute la malfaisance prêtée à l'influence allemande.

Outre la Dormition, qui passe au rang d'abbaye en 1926, les catholiques allemands sont aussi représentés dans le système scolaire: c'est le rôle du *Deutscher Verein vom Heiligen Lande* qui reçoit ses fonds du puissant diocèse de Cologne. Au cours de la Première guerre mondiale et dans l'entre-deux-guerres, ces écoles poursuivent leurs activités presque sans discontinuité, une rareté parmi les écoles européennes de Palestine; et cela même si le siège de l'école catholique allemande de Jérusalem, l'hospice Saint-Paul de la porte de Damas, accueille un temps le siège du gouvernement anglais de la Ville Sainte. Dans ce cas encore, on observe une fixation française quant à un fait proprement scandaleux: de fait, aux yeux du représentant de Paris, une telle facilité est déconcertante puisqu'elle profite à une œuvre dont »le lazariste Dunkel avait, au cours de la guerre, précisé le double caractère allemand et anti-français«;

22 MAE, Paris, Levant 1918-1940, Palestine, 3, dossier général, juin 1920-juin 1921, Rapport de mission de Palestine (de Caix), 28 octobre 1920.

23 Ibid., lettre du Haut-commissariat de Beyrouth (404) au MAE, 3 novembre 1920, Gouraud.

24 Festschrift des theologischen Studienjahres der Dormition Abbey Jerusalem für Abt Dr. Laurentius Klein OSB, St. Ottilien 1986, ch. III: »Geschichte der Abtei Dormitio«, P. Immanuel JACOBS, OSB, p. 25sq.

25 Archives du ministère français des Affaires étrangères, Nantes (MAE, Nantes), SOFE, série D, 372 Palestine, Université de Jérusalem 1936/40, dossier Palestine établissements d'enseignement, lettre du consulat général de France à Jérusalem (36) au MAE-SOFE, 30 août 1932, Caumeau.

alors que les Français se voient menacés de ne pas pouvoir agrandir leur propre réseau scolaire²⁶.

La politique culturelle allemande en Palestine se sert également de la composante protestante: aux yeux des puissances étrangères, en particulier de la France, celle-ci est l'incarnation par excellence de la présence allemande, bouleversant le paysage de la Terre Sainte pour y introduire le «schisme de Luther». Cet élément peut également revenir en Palestine après une brève absence²⁷. Certes, les vastes établissements protestants allemands, considérés comme le reflet de la volonté d'hégémonie de la part du *Kaiser*²⁸, restent quelques années aux mains des Anglais, au titre de biens ennemis: le vaste sanatorium *Auguste Victoria* du mont des Oliviers est ainsi, jusqu'au tremblement de terre de 1927, le siège du Haut-commissariat britannique de Palestine. Mais malgré cela une vie ecclésiale et communautaire renaît, avec la publication d'un *Evangelisches Gemeindeblatt für Palästina* qui reprend, en l'améliorant, la formule d'un bulletin d'avant-guerre. Des pasteurs allemands sont à nouveau répartis sur le territoire de la Palestine, tandis que les écoles évangéliques rouvrent: cela concerne en particulier l'orphelinat Schneller, école professionnelle très connue en Orient, ou l'école protestante de Jérusalem. Des Allemands réintègrent ces établissements dès 1921, mais ce n'est qu'en 1927 qu'ils sont autorisés à enseigner en allemand.

Le bilan est similaire en ce qui concerne l'activité scientifique. Dès 1921 Gustav Dalman retrouve la Palestine (pour peu de temps, on l'a vu), alors que son *Palästina-Jahrbuch* paraît sans interruption pendant et après la guerre.

Au total se dégage ici l'impression selon laquelle les institutions allemandes ne connaissent aucune difficulté pour surmonter l'exil et les réquisitions. Mais un bilan pleinement satisfaisant omettrait la situation interne à l'Allemagne et ses répercussions extérieures: certes, des Allemands sont de retour en Palestine et réoccupent leurs maisons en reprenant leurs activités politico-culturelles, mais cela ne se fait que dans des proportions limitées. C'est ainsi que l'occupation de *Auguste Victoria* par les Anglais est une grâce pour le *Jerusalem Verein*, dans la mesure où les Britanniques lui versent un loyer; alors que des fonds en provenance d'Allemagne sont alors une espérance vaine. De la même manière, toute extension de l'*Institut für Altertumswissenschaft* est exclue en l'absence totale de liquidités.

Ce n'est véritablement qu'à partir de 1925 que «les activités allemandes de toute sorte peuvent à nouveau s'appuyer sur des bases solides»²⁹. Une stabilisation qui concerne également la représentation de l'Allemagne en Palestine: limitée jusque-là à un représentant diplomatique installé dans un bureau au consulat d'Espagne, Berlin dispose à nouveau d'un consulat général à Jérusalem à partir de 1924. Celui-ci pour-

26 MAE, Paris, Levant 1918–1940, Palestine, 4, dossier général, mars-décembre 1921, lettre du consulat de France à Jérusalem (79) au MAE, 30 mai 1921, Rais.

27 Hans Wilhelm HERTZBERG, Johannes FRIEDRICH, Jerusalem, Geschichte einer Gemeinde, Kassel, 1965, Jérusalem 1990, ch. 12: Die Rückkehr der Deutschen und der Wiederaufbau der Anstalts- und Vereinsarbeit von 1920 an, p. 61sq.

28 Voir notre article *Intrusion of the »Erbfeind«* – French Views on Germans in Palestine 1898–1910, in: Thomas HUMMEL, Kevork HINTLIAN, Ulf CARMESUND (Dir.), *Patterns of the Past, Prospects for the Future, The Christian Heritage in the Holy Land*, Londres 1999, p. 238–256.

29 Jerusalem, Geschichte einer Gemeinde (voir n. 26) p. 67.

suit alors le renforcement de la position de l'Allemagne. Cela passe en particulier par la réactivation des institutions implantées de longue date: des conférences sont à nouveau données à l'Institut Dalman à partir de 1924; des fouilles archéologiques sont reprises à Naplouse en 1926; l'énorme bâtisse de l'*Ölberg-Stiftung* (*Auguste Victoria*), sur le mont des Oliviers, repasse en pleine propriété allemande. À la fin des années 1920, les écoles allemandes de Palestine abritent de 1800 à 2000 élèves, soit à peu près autant que les écoles anglaises, mais quatre fois moins que les écoles françaises³⁰. Tandis qu'est ouverte à Jérusalem en 1928 une annexe du *Deutsches Archäologisches Institut*.

La stabilisation de la position de l'Allemagne s'accompagne de démonstrations spectaculaires: ainsi, le symbole de la science et de l'industrie allemandes, le dirigeable *Zeppelin*, survole la Palestine en 1929. L'effet est réussi, dans la mesure où une volumineuse iconographie immortalise l'événement. Mais l'affaire est soumise au jugement implacable du représentant français en Palestine: aux yeux de Jacques d'Aumale c'est un camouflet pour les prétentions de la République de Weimar: »La visite du ›Zeppelin‹ a produit sur les populations locales une certaine impression, notamment dans les milieux judéo-germaniques. Mais la visite ayant eu lieu de nuit et la foule n'ayant pu se rendre exactement compte de la masse du dirigeable, l'effet que les Allemands de Palestine escomptaient de cette visite, a été sensiblement amoindri«³¹.

Derrière la volonté de dénigrer à tout prix une gesticulation allemande, il est toutefois possible de déceler une certaine jalousie de la part d'une France peinant à retrouver sa propre place. Mais cette série de réussites, qui ravive la rivalité internationale avec le retour d'anciens concurrents, ne dure pas longtemps. Cela est dû à des circonstances propres à certains établissements, par exemple l'absence d'une direction stable pour l'institut d'archéologie biblique protestant. Mais cela résulte également des conditions particulières de la Palestine qui entre dans la spirale de la violence. La position reconquise est mise à mal dès 1929: les premiers graves incidents entre Juifs et Arabes affectent la vie de toute la région. Pour l'Allemagne et ses établissements, cela ne peut qu'être dangereusement accentué par la crise économique qui frappe alors le *Reich*. Cette situation amène donc la nécessité d'une alternative.

III. Les nouveaux aspects de l'action culturelle de l'Allemagne

De fait, dans la Palestine de l'entre-deux-guerres, la réactivation des formes traditionnelles de la présence allemande n'est pas satisfaisante; non plus d'ailleurs qu'elle suffit à la France: au même moment, Jacques d'Aumale conclut qu'il »est nécessaire d'effectuer une refonte complète et radicale de notre politique scolaire et de l'organisation de nos œuvres en ce pays«³².

30 MAE, Nantes, Jérusalem, B, 186 Œuvres françaises, lettre du consulat général de France à Jérusalem (24) au MAE-SOFE, 21 juin 1932, d'Aumale.

31 MAE, Paris, Levant 1918-1940, Palestine, 48, aviation, juillet 1927-septembre 1929, lettre du consulat général de France à Jérusalem (21) au MAE-Levant, 28 mars 1929, d'Aumale.

32 MAE, Nantes, SOFE, série D, 172 Palestine 1924/29, lettre du consulat général de France à Jérusalem (118) au MAE-SOFE, 25 novembre 1929, d'Aumale.

Au cours de la période 1914–1917 et par la suite, le statut de la Terre Sainte est profondément bouleversé. Comme l'écrit un témoin, auparavant »seul le fait religieux donnait son sens à la Palestine«³³. À partir de 1917, la politique internationale fait une entrée fracassante en Palestine: avec l'occupation britannique, la région prend encore plus l'aspect d'une zone très discutée entre les puissances européennes, mais de plus en plus entre les populations locales, Arabes et Juifs. Dans cette situation, l'Allemagne comprend qu'elle doit rénover et moderniser sa présence.

De ce point de vue, l'élément purement allemand garde toute son importance. Cela vaut en particulier pour la nombreuse population germanophone bien enracinée, les *Templer*. Par le biais de leurs colonies (au début des années 1920, environ 1300 personnes³⁴), la Palestine fait partie du *Deutschtum im Ausland*. Partant, elle est dans une position bien différente par rapport à l'Allemagne qu'elle ne l'est par rapport à la Grande-Bretagne, Londres n'ayant là que des fonctionnaires et des soldats; ou à la France, qui n'y est représentée que par des religieux et des religieuses, ou par quelques Juifs ayant conservé leur nationalité française et faisant l'objet des soins de l'Alliance Israélite Universelle. Mais, hormis par leur vitalité économique et commerciale, les *Templer* n'ont pas vocation à rayonner sur les autres populations: leur vie est menée de manière autonome, et leurs établissements scolaires ne concernent que leur progéniture. Néanmoins, l'Allemagne compte sur les effectifs de cette population et l'empreinte sur le contexte local qu'elle doit laisser.

Le sionisme comme pilier de la présence allemande

Cette présence allemande ne peut qu'être renforcée par le mouvement sioniste. L'enjeu est très rapidement perçu par la France, qui poursuit ses observations d'avant-guerre: de la même manière que Robert de Caix s'inquiète en octobre 1920 du retour, trop rapide à son goût, de religieux allemands, il voit dans l'évolution de la population juive une sérieuse menace pour la présence française. Il écrit: »La masse de la migration juive vient [...] d'Allemagne [et] d'Autriche [...] et ne verra dans les œuvres françaises que des obstacles à sa domination. Plus tard ils se diviseront et ce sera peut-être la cause d'un échec. Dans le début, ils seront unis entre eux et avec les Anglais contre nous. Quand ils ne parlent pas l'hébreu, la seule langue qu'ils parlent, c'est l'allemand et ils sont encore sous l'influence de la culture allemande. C'est tout dire«³⁵.

Aux yeux des Français, s'il n'y a pas alliance explicite entre les causes allemande et sioniste, elle existe *de facto* et est dirigée contre les intérêts français. Comme l'explique encore le P. Dhorme, un Dominicain de l'École biblique très en vue à Paris: »Il semble qu'une coalition s'établisse entre les Anglo-Juifs [...] et les Allemands

33 Jerusalem, Geschichte einer Gemeinde (voir n. 27) p. 73.

34 Francis R. NICOSIA, National Socialism and the Demise of the German-Christian Communities in Palestine During the Nineteen Thirties, in: Canadian Journal of History XIV, 2 (1979) p. 235sq.

35 MAE, Paris, Levant 1918–1940, Palestine, 3, dossier général, juin 1920–juin 1921, Rapport de mission de Palestine (de Caix), 28 octobre 1920, »Conditions de survie des œuvres françaises de Palestine«.

pour faire disparaître tout vestige de l'influence française. Ceux qui profiteront de cette disparition sont évidemment les Sionistes³⁶.

La possibilité d'un accroissement de la place de l'Allemagne par le biais du sionisme est très rapidement comprise par Berlin. D'un point de vue organisationnel, cette nouvelle donne aboutit à une situation originale au sein de la *Wilhelmstraße*. Dans les faits, la Direction des Affaires culturelles est en principe seule responsable de l'action culturelle à l'étranger. Mais en raison du lien de plus en plus étroit entre la Palestine et le judaïsme, la politique culturelle visant la population juive ressortit des prérogatives de l'*Abteilung für jüdische Angelegenheiten*, dirigée par l'orientaliste juif Moritz Sobernheim, une section de la Direction des Affaires politiques.

Sobernheim se sert alors de la bonne position commerciale de l'Allemagne en Palestine pour renforcer sa place dans le domaine culturel. Les immigrants juifs viennent certes pour la plupart de Russie ou de Pologne, mais ils ont souvent fait leurs études en Allemagne. Par habitude, une fois parvenus en Palestine, ils continuent d'acheter des produits allemands. Or ces Juifs sont également des porteurs de culture allemande: grâce à eux, l'allemand est une langue couramment parlée en Palestine, ce qui est aussi dû à l'activisme des associations judéo-allemandes. Comme cela a été mentionné plus tôt, la langue de Goethe aurait même pu connaître une plus forte diffusion, si le *Hilfsverein der deutschen Juden* avait réussi à l'imposer comme langue d'enseignement au *Technion* de Haïfa³⁷. Si l'allemand est obligé de reculer face à l'hébreu, dans la logique des visées hébraïsantes du *Yichouv*, la communauté juive de Palestine³⁸, dans les faits l'influence allemande est encore très présente. Cette tendance apparaît non seulement dans les personnes, mais aussi dans les institutions. Dans les années 1920, le mouvement sioniste est encore très largement marqué par la culture germanique³⁹. Et en 1925, il donne naissance à l'Université hébraïque, parfaite réplique du modèle académique allemand. Les représentants allemands en Palestine en ont pleinement conscience, de même que Sobernheim qui participe à l'inauguration de l'établissement.

Il est donc peu étonnant que le sionisme devienne une manière de renforcer la position allemande en Palestine. Sont ainsi repris des projets du temps de la Première guerre mondiale, lorsque l'Allemagne souhaite contrebalancer l'image désastreuse qui en est faite par les Franco-Anglais, notamment auprès du Saint-Siège: soucieuse de contrer les accusations de barbarie, elle utilise alors son quasi-monopole de représentation européenne en Terre Sainte et se pose en médiateur entre l'Empire ottoman et le Vatican. Travaillant à se ménager une place plus importante en Palestine, elle tente d'affermir son alliance avec la Sublime Porte en agissant dans le sens de rela-

36 Ibid., Turquie, Affaires religieuses, Établissements religieux, 122, 1920-1921, Document anonyme (en fait du P. Dhorme), marqué »Ministère AE, 11 octobre 1920«, »Note sur l'avenir des établissements français en Palestine«.

37 ERNST FEDER, Paul Nathan, the Man and his Work, in: Leo Baeck Institute Year Book III (1958) p. 60sq.

38 Alain DIECKHOFF, L'invention d'une nation - Israël et la modernité politique, Paris 1993, ch. III: Parler l'hébreu, dire la nation, p. 123sq.

39 PA/AA, Direction des affaires politiques, Affaires juives, Affaires politiques juives, 3.20-12.20, 78 656, lettre du consulat d'Allemagne à Amsterdam à l'AA, 5 août 1920, attestant la forte imprégnation allemande du congrès sioniste prenant place dans cette ville.

tions diplomatiques entre le Saint-Siège et Constantinople, jusque-là impossibles en vertu du rôle d'intermédiaire joué par la France; comme de se concilier les bonnes grâces du Vatican en lui proposant une place plus importante en Terre Sainte, qui stopperait sa dépendance séculaire à l'égard de l'Hexagone⁴⁰. Dans l'après-guerre, Berlin tente de poursuivre cette politique de médiation. C'est ainsi qu'en 1922 Sobernheim souhaite agir en faveur d'une amélioration des relations entre le Vatican et le sionisme: une opération qui permettrait à l'Allemagne d'obtenir à la fois les suffrages de ce dernier, dont on (sur)estime l'impact sur la politique américaine; ceux du Vatican, en atténuant les craintes éveillées par la déclaration Balfour; comme d'améliorer sa position en Palestine, au moment où toute reconquête de terrain semble difficile, voire impossible, au moins dans le domaine politique⁴¹. Cette affaire, qui s'inscrit dans l'activisme de Weimar auprès du Saint-Siège⁴², n'aboutit toutefois à aucun résultat tangible.

La valeur du sionisme comme élément de pénétration n'en demeure pas moins réelle, et la section des Affaires juives de l'*Auswärtiges Amt* veut absolument accentuer cette tendance. Toute preuve d'une influence allemande et son renforcement sont alors encouragés. C'est par exemple le cas d'un discours du physicien Albert Einstein prononcé à l'école Lemel de Jérusalem, en février 1923, un discours lu en allemand, ce qui est souligné avec fierté par les diplomates de Weimar. Telle est la réaction du représentant allemand à Jérusalem même⁴³, mais aussi des fonctionnaires de l'*Auswärtiges Amt*⁴⁴: pour ces personnes, un tel discours est ni plus ni moins la réalisation de l'utopie germanophone de Théodore Herzl, l'*Altneuland* qu'il décrit en 1902.

Le gouvernement allemand est donc tout à fait informé de cette position favorable; de même que d'autres pays représentés en Palestine et intéressés par une place plus importante là: ils déplorent en effet que la tendance dominante au sein de la communauté juive demeure décidément allemande. C'est ce qui apparaît une fois de plus dans les comptes rendus diplomatiques français⁴⁵. D'où la satisfaction de la France lorsqu'elle perçoit des signes portant atteinte à cette impression. Ainsi, Einstein lui-même, peu avant de parler devant l'école Lemel, prononce la conférence inaugurale de l'Université hébraïque en français⁴⁶. Cet événement, très important dans une région où les symboles pèsent de tout leur poids, ne peut cependant pas effacer la réalité: une grande partie de la communauté juive de Palestine demeure fortement marquée par la tendance allemande.

40 Matthias Erzberger, député catholique au *Reichstag* imagine plusieurs projets d'offres généreuses au Vatican, qui échouent tous (Matthias ERZBERGER, *Erlebnisse im Weltkrieg*, Stuttgart, Berlin 1920, ch. 5: In Konstantinopel, p. 56sq., et 7: Heilige Stätten in Jerusalem, p. 82sq.).

41 Sergio I. MINERBI, *The Vatican and Zionism – Conflict in the Holy Land 1895–1925*, New York, Oxford 1990, ch. 12: Weizmann at the Vatican, p. 164sq.; et NICOSIA (voir n. 36).

42 Stewart A. STEHLIN, *Weimar and the Vatican 1919–1933, German-Vatican Diplomatic Relations in the Interwar Years*, Princeton, NJ 1983.

43 Siegfried GRUNDMANN, *Einsteins Akte*, Heidelberg/Berlin 1997, p. 236.

44 PA/AA, Direction des affaires politiques, Affaires politiques juives, 1.22–12.22, 78 659, rapport concernant l'inauguration de la Faculté des sciences humaines de l'Université hébraïque de Jérusalem.

45 MAE, Nantes, Correspondance de Jérusalem, B 95 Affaires juives, note pour le secrétaire général du Quai d'Orsay, Visite de M. Jacobson, 1^{er} février 1926.

46 Frederick H. KISCH, *Palestine Diary*, Londres 1938, entrée du 7 février 1923, p. 30, qui note le plaisir du consul de France à entendre Einstein parler français après s'être essayé à l'hébreu.

Rapidement, cette position favorable apparaît tout de même comme trop peu solide aux yeux des responsables allemands. Cela est particulièrement le cas pour l'Université hébraïque. Ainsi, des initiatives spontanées ou isolées en faveur de cet établissement, telles qu'elles existent au début des années 1920, ne suffisent plus: l'Allemagne veut désormais établir solidement son lien avec le sionisme, qui croît en importance. Il en va une nouvelle fois de la rivalité entre les puissances: l'Angleterre connaît alors quelques difficultés avec le mouvement de Herzl, puisque les réalités ne permettent pas une réalisation rapide de la déclaration Balfour; tandis que la France, perdant après la guerre sa prépondérance politico-religieuse en Palestine, elle ne semble pas à même de prendre l'exacte mesure de l'évolution du pays. Un renforcement de la position de l'Allemagne apparaît alors comme la possibilité de surmonter l'amointrissement de sa place sur la scène internationale; ce qui pousse Berlin à œuvrer pour une adaptation aux nouvelles circonstances. Car on y comprend rapidement que la Palestine ne va pas devenir un nouveau Royaume latin, comme semble encore l'espérer la France, mais bien une entité politique juive, dont les caractéristiques allemandes doivent être entretenues.

Une politique volontariste à l'égard du sionisme

Comment l'Allemagne agit-elle concrètement? Comme cela a déjà été mentionné, la position de l'Allemagne en Palestine est traditionnellement forte du point de vue commercial; ce qui présente un avantage évident lorsqu'il s'agit de renforcer les liens politiques avec le sionisme, et cela dès 1898. La collaboration qui se met en place prend deux aspects. C'est d'une part la création en Allemagne de comités dont le but est de renforcer les rapports entre le *Reich* wilhelmien et les colons juifs, comme en 1918 un *Deutsches Komitee zur Förderung der jüdischen Palästinasiedlung*. Cette expérience, qui ne dure pas, est suivie d'une autre initiative officieuse, qui est cette fois un succès: le *Deutsches Komitee Pro Palästina zur Förderung der jüdischen Palästinasiedlung*. Cette organisation réussit à s'attirer le soutien de hautes personnalités allemandes, parmi elles notamment des diplomates, comme le secrétaire d'État de la *Wilhelmstraße* Carl von Schubert, le comte Albrecht von Bernstorff, ancien ambassadeur à Constantinople, ou des fonctionnaires de moindre rang mais dont la participation est symbolique, comme Moritz Sobernheim; sont aussi à mentionner des hommes politiques, à l'instar de Konrad Adenauer, alors maire de Cologne⁴⁷.

Deuxième aspect de ce rapprochement, l'Allemagne s'efforce d'approfondir les liens personnels avec les représentants du mouvement sioniste: Haïm Weizmann est ainsi régulièrement un hôte bienvenu à l'AA⁴⁸. Cet intérêt se manifeste également

47 Voir *Deutsches Komitee Pro Palästina zur Förderung der jüdischen Palästinasiedlung*, Tagung in Köln am 22. November 1927, Berlin 1927, avec lecture d'une lettre d'encouragement de la part d'Adenauer (p. 7-8); tandis que le maire de Cologne tient à ce que la presse juive allemande soit représentée lors de l'exposition *Pressa* qu'il organise un an plus tard (*Pressa - Internationale Presse-Ausstellung*, Cologne 1928, p. 234-235).

48 PA/AA, Direction des affaires politiques, Affaires politiques juives, 11.21-1.22, 78 658, note de la section des affaires juives (III Jud. 366 21) au ministre, 15 décembre 1921; Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik 1918-1945, Aus dem Archiv des AA, série A: 1918-1925, vol. XI, 5 août au 31 décembre 1924, Göttingen 1993: document n° 260, 29 décembre 1924, sionisme, 644, note du

par le soutien à des campagnes de propagande sioniste en Allemagne même: Moritz Sobernheim est ainsi un ardent partisan d'une opération de collecte de fonds organisée par le bras financier de l'Organisation sioniste mondiale, le *Keren Hayesod*⁴⁹; il soutient également la demande de prêt que les sionistes adressent à l'Allemagne au cours des années 1920⁵⁰.

Par ailleurs, le sionisme fait l'objet de nombreux comptes rendus diplomatiques, en particulier au moment de ses congrès. On y constate que l'allemand demeure la *lingua franca* du sionisme⁵¹, au sein duquel les Juifs allemands continuent de jouer un rôle important, et cela même si les officines sionistes quittent Berlin après la Première guerre mondiale pour gagner Londres. La création du *Pro Palästina Komitee* s'insère dans cet intérêt continué. Dans les statuts de cette organisation, on indique que son principal but est d'aider à l'amélioration des conditions de vie en Palestine; alors que les notes internes à l'*Auswärtiges Amt* précisent une autre réalité. Sobernheim écrit ainsi en 1927 au consul général d'Allemagne à Jérusalem, que le comité a été créé «dans un intérêt politique allemand [...] et en aucun cas en vue de faire de la propagande pour le sionisme»⁵².

Ce n'est qu'au regard de cette affirmation qu'il est possible d'interpréter les gestes en faveur du sionisme: la République de Weimar tente d'instrumentaliser ce mouvement à son propre profit. Partant, cette attitude ne peut cacher la réalité d'une poursuite plus ou moins complète du comportement très distant manifesté par les fonctionnaires de l'*Auswärtiges Amt* à l'égard des Juifs⁵³.

Berlin vise donc une politique plus dynamique et offensive: l'Allemagne doit mettre à profit toute occasion de démontrer qu'elle a encore voix au chapitre, en dépit de la minorité politique qui l'affecte depuis 1918. L'Université hébraïque constitue un excellent exemple de cette tentative d'instrumentalisation. De fait, même s'il a été décidé que l'hébreu en serait la langue d'enseignement, l'institution est encore fortement imprégnée de l'esprit germanique qui en est constitutif: dès le départ en effet, elle est organisée sur le modèle allemand, avec focalisation sur sa fonction de centre de recherches⁵⁴. Cette imitation est guidée par une présidence col-

secrétaire d'État von Schubert; et Barnett LITVINOFF (Ed.), *The Letters and Papers of Chaim Weizmann, Papers*, vol. I, séries B, août 1898–juillet 1931, Jérusalem 1983: document n° 102, «Campaigning on the Continent», Londres, 21 décembre 1927, compte rendu de Weizmann pour l'Exécutif sioniste, p. 525sq.

49 PA/AA, Direction des affaires politiques, Papiers Sobernheim, Correspondance diverse 1921–1928, 78 702, lettre de Sobernheim (V a 3) à Rathenau, 7 février 1922.

50 Ibid., Affaires politiques juives, 1.28–12.28, 78 664, lettre de Sobernheim à Nord (consul général d'Allemagne à Jérusalem), 1^{er} mars 1928, et lettre de l'AA (zu III 0 1261) au consulat général d'Allemagne à Jérusalem, 23 mars 1928.

51 Ibid., Affaires politiques juives, 11.26–12.27, 78 663, note écrite (III 0 4679), octobre 1927, Sobernheim.

52 PA/AA, Direction des affaires politiques, Papiers Sobernheim, Comité allemand *pro Palästina* 1926–28, 78 727, lettre de Sobernheim à Nord, 20 janvier 1927.

53 Peter GRUPP, *Juden, Antisemitismus und jüdische Fragen im Auswärtigen Amt in der Zeit des Kaiserreichs und der Weimarer Republik – Eine erste Annäherung*, in: *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 46 (1998) p. 237sq.

54 Voir notre article *Les racines allemandes de l'Université hébraïque*, in: *Voyages de l'intelligence*, Dominique BOUREL, Gabriel MOTZKIN (Dir.), Université hébraïque-Centre Franz Rosenzweig/Centre de Recherche Français de Jérusalem (coll. «Mélanges» du CRFJ [vol. 4], Paris 2002).

légiale qui » ne comprend que des Juifs d'origine allemande⁵⁵. Elle se fait d'ailleurs à l'opposé des vœux des Juifs français notamment, favorables à une institution à la française, plus centrée sur l'enseignement; un débat qui apparaît dès les premières discussions relatives à l'organisation de l'université⁵⁶. De leur côté, les diplomates français en poste à Jérusalem font preuve d'une véritable fixation sur cette essence allemande de l'Université hébraïque. Ainsi, en mars 1925, après l'avoir visitée, le consul général de France Gaston Maugras dresse le constat suivant: » Cette Faculté est plutôt à l'heure actuelle un centre de recherches qu'un foyer d'instruction. J'ai soigneusement regardé l'étiquette des flacons et la marque d'origine des appareils. Tout vient de Berlin. Tous les professeurs et préparateurs que j'ai rencontrés avaient été formés en Allemagne, en Hollande ou en Suisse Allemande. Ils parlent plus ou moins d'hébreu, un peu de français mais leur idiome commun est évidemment l'allemand. Sur les rayons de la bibliothèque, j'ai trouvé quelques livres anglais, beaucoup de livres allemands. Il n'y a pas un livre français⁵⁷.

De la même manière, il est caractéristique aux yeux des Français que le consul général d'Allemagne entretienne d'étroits contacts avec l'université, ce qui n'est pas le cas de son homologue français⁵⁸.

L'attitude officielle allemande à l'égard de l'Université hébraïque

Il est évident que Berlin se réjouit du maintien du caractère allemand de l'établissement. La liste des professeurs qui ont effectué leurs études en Allemagne est impressionnante de ce point de vue et confirme l'exportation de savoir et de cerveaux vers la Palestine à partir de l'espace germanique. En tant qu'institution scientifique, au sein de laquelle doivent être formées les futures élites de la Palestine, son essence allemande doit donc être renforcée; d'autant plus que, comme le note l'AA, elle attire progressivement l'attention des autres puissances, dont la France⁵⁹.

De telles réflexions s'insèrent dans le programme de rénovation de la politique culturelle déjà mentionné. Becker et Sobernheim, deux orientalistes, connaissent bien la région; ils sont parfaitement conscients de l'importance d'une présence allemande dans un secteur qui focalise tant de rivalités internationales. La naissance d'un noyau intellectuel en Palestine devient alors un argument naturel pour chercher à y diffuser la culture allemande. Le fait que l'Université hébraïque est elle-

55 MAE, Nantes, Correspondance de Jérusalem, B 214 Université hébraïque, note pour le secrétaire général du Quai d'Orsay, 19 janvier 1926, Louis Canet (conseiller technique pour les affaires religieuses, chargé des affaires chrétiennes et juives).

56 Archives de l'Alliance Israélite Universelle, Paris, Correspondance avec l'Université hébraïque 1922-1935, lettre de David Yellin à Levy, 13 février 1923; The Letters and Papers of Chaim Weizmann, Letters, vol. XII, série A, août 1923-mars 1926, Jérusalem 1977, document n° 364, lettre de Weizmann à Magnes, Londres, 12 octobre 1925.

57 MAE, Nantes, Correspondance de Jérusalem, B 214 Université hébraïque, lettre du consulat général de France à Jérusalem (10) au MAE-SOFE, 1^{er} mars 1925, brouillon.

58 Ibid., dossier correspondance générale, lettre de Doire (consul général de France à Jérusalem) à Norman Bentwich (procureur général du mandat de Palestine, fortement impliqué en faveur du sionisme), 28 novembre 1927.

59 PA/AA, Direction des affaires politiques, Affaires politiques juives, 7.25-10.26, 78 662, lettre de l'ambassade d'Allemagne à Paris (zu A 4458) à l'AA, 6 janvier 1926, Kühn.

même très précocement en quête d'une coopération avec l'Allemagne joue fortement en sa faveur⁶⁰.

Tout d'abord, l'appui officiel de la République de Weimar à l'université commence par des domaines tout à fait pratiques, par exemple la livraison de matériel pédagogique. Dès que l'établissement manifeste son intérêt dans ce sens, le consul général d'Allemagne insiste sur le fait que ses responsables ne manquent pas de faire l'éloge des produits *made in Germany*⁶¹. L'effort allemand, lié à la livraison de matériel pédagogique effectuée à titre gratuit, est destiné à démontrer la générosité de l'Allemagne. C'est aussi comme cela qu'il est perçu par les responsables de l'Université hébraïque⁶². Par la suite, le consul Karl Kapp peut presque se sentir à demeure lorsque l'université est officiellement inaugurée, en avril 1925. Au cours de cette cérémonie, l'Allemagne est même doublement représentée: d'une part par Kapp, de l'autre par Sobernheim, au titre de la représentation d'associations scientifiques allemandes⁶³. Sobernheim intervient à d'autres reprises à la fois comme diplomate et scientifique, occasionnant un mélange quelque peu incongru entre science et politique⁶⁴.

De telles aides épisodiques ne suffisent naturellement pas à assurer à long terme la position de l'Allemagne au sein de l'université. C'est pour cela que le ministère décide de rendre systématique son assistance.

L'ancrage de la présence allemande au sein de l'Université hébraïque

Ce plan se fait en trois étapes. Dans un premier temps, le gouvernement de Berlin appuie tout vœu émis par l'université relativement à l'envoi de livres et de périodiques⁶⁵. Il encourage de même l'échange de professeurs et d'étudiants ou la collaboration entre bibliothèques universitaires; et il contribue directement à la création d'un centre d'archives du Moyen-Orient, avec participation du consul général d'Allemagne à son comité de direction.

Dans un deuxième temps, l'Allemagne n'est pas seulement active par le biais de ses officiels: elle appuie également la création, par des Juifs allemands, d'associations visant à soutenir l'université, par exemple par le financement de nouvelles chaires.

60 Ibid., Direction des affaires culturelles, Enseignement supérieur, Les universités (sic) de Jérusalem 1917-22, 64 091, lettre de W. Hecker, Berlin, à l'AA, 3 décembre 1920, lettre de Yellin à Hecker, 31 octobre 1920 et lettre de l'AA à Hecker, 21 décembre 1920, brouillon.

61 Ibid., Les universités (sic) de Jérusalem 1923-26, 64 092, lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (401/24) à l'AA, 5 avril 1924, Kapp.

62 Ibid., note écrite de la Direction des affaires politiques (III O 2284) à la Direction des affaires culturelles, 20 mai 1926, et Direction des affaires politiques, Papiers Sobernheim, Correspondance diverse 1921-28, 78 702, lettre de la bibliothèque nationale de Jérusalem à Sobernheim, 2 février 1927, Bergman.

63 Ibid., Les universités de Jérusalem 1923-26, 64 092, lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (650/25) à l'AA, 6 avril 1925, Kapp.

64 Ibid., »Compte rendu d'une réunion du Comité central de l'Institut d'études juives de l'Université de Jérusalem s'étant tenue à Londres« (zu III O 1585), Sobernheim, 1^{er} juillet 1925, confidentiel. Sobernheim est présent à cette réunion en tant que représentant de l'Académie pour la science du judaïsme (*Akademie für die Wissenschaft des Judentums*).

65 Ibid., Affaires politiques juives, 1.28-12.28, 78 664, lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (Run 2/28) à l'AA, 8 octobre 1928, Adelman.

Nous pouvons mentionner la fondation d'une Association allemande d'encouragement à l'Université de Jérusalem (*Deutscher Verband zur Förderung der Universität Jerusalem*), qui existe à côté d'une Société des amis de la bibliothèque universitaire (*Gesellschaft der Freunde der Universitätsbibliothek*)⁶⁶ et qui mène une campagne de mobilisation des communautés juives.

Un résultat conséquent se présente lorsqu'en avril 1929, la communauté de Berlin fait don à l'université de 15 000 *Reichsmarks*, destinés à la création d'une nouvelle chaire, au départ sans détermination de la matière enseignée. Les négociations qui s'ensuivent durent plus d'un an et aboutissent à la fondation d'une chaire de botanique générale⁶⁷. La principale raison de la durée de ces négociations est que l'université, en tant qu'institution indépendante, se montre certes prête à accepter la somme, mais désire décider elle-même la matière de la nouvelle chaire⁶⁸. Alors que la communauté de Berlin, généreuse donatrice, souhaite à ce titre imposer aussi la nomination d'un professeur allemand. À son avis, il ne s'agit pas seulement d'une exigence toute naturelle (à l'argent allemand doit correspondre un enseignant allemand), mais aussi de mettre fin au prétendu caractère anglais de l'institution. De manière paradoxale en effet, à la différence de ce que nous avons constaté et de ce que remarquent les observateurs français, nombre de Juifs allemands considèrent que l'institution est en voie d'*anglicisation*. La personne pressentie par la communauté de Berlin pour l'occupation de la nouvelle chaire participe de cet état d'esprit: il s'agit de Hans Kohn⁶⁹, qui vient juste de quitter la Palestine pour divergences d'opinion avec les responsables sionistes, parce qu'il constitue, aux yeux du *Yichouv*, un risque d'eupéanisation.

Ce long débat est également lié à la question de la langue: quelle doit être celle du titulaire de la nouvelle chaire? Comme la langue unique d'enseignement est l'hébreu, comment est-il possible de trouver un professeur qui le maîtrise et soit disposé à se rendre en Palestine pour y travailler? Dans ces conditions, la communauté de Berlin songe à un enseignement en allemand, accompagné éventuellement d'une traduction. Or le problème de la langue est bien l'un des principaux points des relations entre l'Université hébraïque et l'Allemagne: il est directement lié à la recherche d'une identité par l'établissement, qui est le pendant de celle effectuée au même moment par le *Yichouv* tout entier. Car l'institution n'est pas seulement un établissement académique en charge de questions universitaires: elle est aussi réfléchie comme lieu de formation d'une pensée nationale⁷⁰.

Dans un troisième temps, l'initiative de la République de Weimar en direction de l'Université hébraïque est directement liée à ce problème linguistique, dans la

66 Archives de l'Université hébraïque, Jérusalem, 49, Correspondance avec l'Allemagne 1925–1930, lettre du *Deutscher Verband zur Förderung der Universität Jerusalem* au Comité londonien de l'Université hébraïque, 31 décembre 1926, Sachar.

67 Ibid., 49/1, Correspondance avec l'Allemagne 1929–1930, lettre de l'Université hébraïque à la communauté de Berlin, 17 octobre 1930, Ben David, et ibid., lettre de Ismar Elbogen, communauté juive de Berlin, 1^{er} octobre 1930.

68 Ibid., lettre de la communauté juive de Berlin (Ia A 2.30) à Schlössinger (vice-chancelier de l'université), 3 juillet 1930.

69 Ibid., note de Schlössinger à Magnes, 17 juin 1930.

70 Zvi SHILONY, *Ideology and Settlement, The Jewish National Fund 1897–1914*, Jérusalem 1998, p. 347sq.

mesure où elle participe notablement à l'introduction de l'enseignement de langues étrangères au sein de l'institution.

Condition préalable à un tel engagement, une Faculté des Sciences humaines est créée en octobre 1928. Cette fondation nouvelle constitue un événement d'importance lorsque l'on sait que jusque-là l'établissement se concentre principalement sur les sciences naturelles. Au départ, l'enseignement linguistique ne consiste qu'en des cours magistraux de littérature médiévale. Un universitaire allemand, le Dr. Pflaum, est nommé maître de conférences de cette nouvelle section.

Ces débuts modestes conduisent ensuite à un débat, lié à la question de la place à ménager aux langues étrangères au sein de l'institution. Le Chancelier de l'université, Judah Magnes, vif partisan du renforcement de cet enseignement, y voit un moyen de donner aux étudiants un esprit de «liberté politique et intellectuelle»⁷¹. Mais selon lui, c'est aussi une façon de mettre l'université au contact de nouveaux partenaires financièrement solides: de fait, jusque-là l'établissement est surtout dépendant de donateurs traditionnels, associations d'Amis plus ou moins généreuses. Cette rentrée d'argent permanente se révélant insuffisante pour le développement de l'activité académique, il est de plus en plus nécessaire de trouver de nouveaux soutiens.

Or cela va justement dans le sens de gouvernements étrangers, intéressés par des contacts avec les futures élites de la région. Parmi eux, Berlin; et la langue allemande est logiquement la première concernée. C'est logique dans la mesure où, comme cela a été indiqué, de nombreux professeurs et étudiants sont originaires d'Allemagne. Ce que les diplomates français continuent de décrire avec dédain, eux qui déplorent l'absence de contrôle de Paris quant à l'évolution de la nouvelle Palestine. Lors de l'inauguration officielle de la Bibliothèque universitaire, en 1930, d'Aumale transmet à cet égard des données éloquentes: «... les livres en allemand sont les plus nombreux (92 000 volumes) dans la section des langues étrangères. Après les livres en allemand, viennent ceux en anglais (40 000 volumes), puis ceux en français (11 000 volumes). Il en est de même pour les livres demandés: en 1929, 6869 volumes en allemand, 3625 en anglais et 957 en français. En résumé, la Bibliothèque Nationale Juive, agrandie depuis son attachement avec l'Université Hébraïque, est actuellement un centre spirituel important, mais presque exclusivement de culture allemande»⁷².

Un bilan aggravé par le tableau que dresse au même moment l'inspecteur des œuvres françaises de Palestine: c'est parmi les cadres de l'établissement que «se trouvent les plus grands adversaires de notre culture. Qu'ils aient reçu une culture anglo-saxonne comme le Docteur Magnes, recteur de l'Université du Mont Scopus; ou qu'ils aient été formés par l'Allemagne comme le Docteur Bergman le vice-doyen, presque tous sont hostiles à ce qui est latin et en particulier à la culture française. Le Docteur Bergman s'est fait connaître comme un champion de l'anti-latinisme » Nous

71 Judah MAGNES, *Addresses by the Chancellor of the Hebrew University, Jérusalem 1936*, p. 100, discours de rentrée universitaire, 18 novembre 1929.

72 MAE, Nantes, Correspondance de Jérusalem, B 214 Université hébraïque, dossier Inauguration de la Bibliothèque Nationale et Universitaire Hébraïque, 15 avril 1930, lettre du consulat général de France à Jérusalem au MAE-Levant, 8 mai 1930, d'Aumale.

ne voulons pas en Palestine de culture latine« telle est sa maxime favorite et elle fait écho⁷³.

L'introduction d'un enseignement d'allemand n'est évidemment pas seulement une affaire purement pédagogique; elle est l'aboutissement d'une véritable stratégie mise en place par l'*Auswärtiges Amt*.

Qui participe à cette décision? Au sein de l'Université, nous trouvons trois personnes, issues de l'administration comme du corps enseignant. En premier lieu, il s'agit de Judah Magnes. Chancelier de l'université, il souhaite élargir l'horizon scientifique de celle-ci, en rapport direct avec son idéologie personnelle, pacifiste et ouverte au monde⁷⁴. Sur le plan académique, c'est Hiram Pflaum, maître de conférences en littérature du moyen âge, qui prend en charge l'enseignement d'allemand. Le rôle le plus important est néanmoins joué par Adolf (Abraham) Fraenkel, un mathématicien allemand réputé qui vient de s'installer à Kiel. Juif allemand, Fraenkel s'intéresse depuis longtemps à la Palestine: déjà au cours de la Première guerre mondiale il tente de servir là dans le corps expéditionnaire allemand. Très tôt également, il établit des contacts avec l'Organisation sioniste⁷⁵. Son intérêt pour l'Université hébraïque est directement lié à ces préalables. En 1918, il écrit un article sur ce sujet pour la revue de Martin Buber, *Der Jude*, au moment où est posée la première pierre de l'institution⁷⁶. En 1926, enfin, il passe quelques mois en Palestine.

Adolf Fraenkel et l'introduction de l'allemand à l'Université hébraïque

L'intégration de Fraenkel au sein de l'université est la résultante de l'intérêt combiné des causes sioniste et allemande que nous avons mentionné. En 1929, il est contacté par Judah Magnes, ce qui est reçu avec beaucoup de satisfaction par l'*Auswärtiges Amt*. De fait, aux yeux du ministère, ce serait là un agent idéal puisque son passé démontre ses bonnes dispositions envers son pays: dans l'article qu'il publie en 1918, il sollicite l'enseignement de langues étrangères modernes à l'Université hébraïque, y compris l'allemand. De plus il y indique être tout à fait conscient de ce que des manuels hébraïques n'existent pas encore, en particulier pour les sciences naturelles. À ses yeux, il est donc clair que l'université a besoin de livres en allemand, de la même manière que le *Technion* de Haïfa ne peut pas en contourner l'utilisation.

Mais l'allemand n'est pas seulement considéré comme le moyen de communiquer ou de diffuser un savoir. C'est aussi, et avant tout, la possibilité de l'emporter dans le conflit de rivalités affectant l'université. Dans cette mesure Fraenkel est rapidement chargé par l'Allemagne officielle de préserver les traditions allemandes au sein de

73 Ibid., SOFE, série D, 173 Palestine 1929/32, lettre du Haut-Commissariat de la République au MAE-Levant, 30 août 1930, Hoppenot.

74 Magnes est connu pour vouloir négocier avec les Arabes de Palestine la mise en place d'un État binational, en dépit du massacre des Juifs de Hébron en 1929 (Menahem KAUFMAN [Éd.], *The Magnes-Philby Negotiations, 1929 – The Historical Record*, Jérusalem 1998).

75 Abraham A. FRAENKEL, *Lebenskreise – Aus den Erinnerungen eines jüdischen Mathematikers*, Stuttgart 1967, p. 130sq.

76 *Der Jude*, 1918, 8/9, *Praktisches zur Universitätsgründung in Jerusalem*, p. 404sq.

l'*intelligentsia* de Palestine⁷⁷. Cette tâche doit notamment se traduire par la lutte contre l'américanisation de l'université, prétendument incarnée par Magnes⁷⁸.

En raison du grand intérêt de Berlin, tout est fait pour permettre le départ immédiat de Fraenkel vers la Palestine; et cela en dépit du fait qu'il vient d'être nommé professeur à l'Université de Kiel⁷⁹. Divers ministères régionaux et du *Reich* sont consultés parce que l'on doit, pour le bien de »l'intérêt politico-culturel« de l'Allemagne, avoir Fraenkel comme représentant universitaire à Jérusalem. En tant que professeur allemand, celui-ci dépend du ministère prussien de l'Éducation. Là, son principal interlocuteur est Carl Heinrich Becker, dont nous connaissons déjà le nom. Le ministre est alors celui qui doit autoriser Fraenkel à partir pour la Palestine. Becker est convaincu de son importance pour la politique allemande et manifeste son intérêt pour la région en adhérant au *Pro Palästina Komitee*. En tant qu'Allemand de l'étranger, Fraenkel dépend de l'*Auswärtiges Amt*. À la *Wilhelmstraße* son interlocuteur est Moritz Sobernheim, avec qui il entretient des contacts depuis le début des années 1920; et qui, nous le savons, est l'un des plus ardents promoteurs d'un renforcement de l'influence allemande au sein de l'Université hébraïque.

C'est finalement grâce à un congé exceptionnel de deux ans que Fraenkel quitte l'Allemagne, pour arriver à Jérusalem à l'automne 1929. Il est naturel que l'*Auswärtiges Amt*, dans une lettre adressée à Magnes, proclame alors que c'est l'institution elle-même qui est la principale gagnante dans l'opération, puisque Fraenkel est la personne digne d'occuper la chaire de mathématiques, but de son recrutement par l'Université hébraïque⁸⁰. Mais les diplomates allemands ont surtout à l'esprit de disposer, en la personne de Fraenkel, d'un intermédiaire dévoué entre l'Allemagne et l'université. De fait, son recrutement est perçu comme une étape supplémentaire dans la germanisation de l'institution: il est certes juif et sioniste; mais il est aussi un Allemand qui assure désormais la direction d'un institut qui porte le nom d'un autre mathématicien allemand, Albert Einstein. À cela s'ajoute le fait que Fraenkel, immédiatement après son arrivée, exprime le vœu d'enseigner dans sa propre langue. Certes, il parle alors déjà l'hébreu, mais il a besoin d'un assistant qui traduise les termes spécifiques aux mathématiques⁸¹. Fraenkel va plus loin et propose un enseignement en allemand qui traite des »relations entre le judaïsme et les mathématiques«⁸².

77 Bibliothèque nationale, Jérusalem, Département des manuscrits, Papiers Fraenkel, carton 3 université, »Epilog 1929–1933«, brouillon de la dernière partie de son autobiographie.

78 Archives d'État d'Israël, série 67 (papiers des consulats allemands de Palestine, en particulier de Jérusalem [ISA], Consulats allemand), 1378 Université hébraïque 1928–1939 (carton P 525), lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (283/28) à Becker, 31 janvier 1928, Nord; et Bibliothèque nationale, Jérusalem, Département des manuscrits, Papiers Fraenkel, carton 6, 572 lettres de Fraenkel, lettre de Fraenkel à Weizmann, 27 novembre 1932.

79 PA/AA, Direction des affaires politiques, Papiers Sobernheim, Correspondance diverse 1921–1928, 78 702, note écrite, s.d. (1928).

80 Archives de l'Université hébraïque, dossier Fraenkel, I, lettre de l'AA à Magnes, 11 mars 1929, Sobernheim.

81 Il propose également un enseignement de mathématiques en hébreu, avec l'allemand pour le vocabulaire spécialisé (ibid., lettre de Magnes à Fraenkel, 18 juillet 1928).

82 Ibid., lettre de Fraenkel, Kiel, à Magnes, 22 mai 1929.

La question de l'allemand en Palestine fait l'objet de ses premières lettres adressées au consul Erich Nord, lui-même membre du *Pro Palästina Komitee*⁸³ : soulignant le risque de pertes importantes pour l'influence allemande, en raison de la rivalité exercée par les autres puissances – Grande-Bretagne et France –, il indique que l'*Auswärtiges Amt* doit en être conscient et évaluer la possibilité de financer la création de cours d'allemand, voire d'une chaire d'allemand, à l'université.

Le fait que Fraenkel fasse cette proposition est remarquable. Non pas tant parce qu'il doit inéluctablement rencontrer de grandes difficultés à trouver les fonds nécessaires à sa réalisation, dans une Allemagne qui doit alors surmonter une crise économique dramatique. Mais parce que cette idée entre en contradiction avec ses idées antérieures. Or c'est justement lui qui veut assurer la survie de l'esprit allemand au Proche-Orient, en particulier au sein de sa communauté juive. De plus, il pousse à une solution rapide, parce que dans le même temps une chaire d'anglais est dans les esprits. Il considère enfin que l'Allemagne ne doit en aucun cas rater cette occasion de montrer son influence à la puissance mandataire britannique.

Bien que la proposition de Fraenkel nécessite de grands moyens, elle est accueillie avec bienveillance par les diplomates allemands. Mais l'*Auswärtiges Amt* n'est pas en mesure d'en prendre seul la charge. De ce fait, d'autres contributeurs doivent être trouvés. Le consul Nord pense alors à une collaboration avec les Juifs allemands⁸⁴, jugée propice dans la mesure où lors du débat sur le financement d'un poste universitaire par la communauté de Berlin, en mars 1929, il a déjà été question de la « création d'une chaire de langue et littérature allemandes à l'Université hébraïque »⁸⁵.

Il est vrai que parmi les organisations juives allemandes, l'une se soucie particulièrement de la diffusion de la langue de Goethe : le *Hilfsverein der deutschen Juden*⁸⁶. Certaines personnalités allemandes sont en contact étroit avec cette association, et Moritz Sobernheim est même membre de son comité central. De plus, une contribution de sa part apparaît comme quasiment certaine, dans la mesure où un enseignement d'allemand à l'Université hébraïque lui offrirait ni plus ni moins une revanche. De fait, la « guerre des langues », mentionnée plus haut, s'achève en 1913 par la défaite du *Hilfsverein*, qui doit accepter la généralisation de l'hébreu comme langue d'enseignement dans ses écoles de Palestine⁸⁷.

83 ISA, Consulats allemands, 1379 Enseignement d'allemand à l'Université hébraïque 1929–1934 (carton P 525), lettre de Fraenkel à Nord, 16 décembre 1929.

84 Ibid., lettre de Nord à Fraenkel, 27 décembre 1929.

85 Archives de l'Université hébraïque, 49, Correspondance avec l'Allemagne 1925–1930, lettre du Comité de Londres de l'Université hébraïque à la direction de l'Union sioniste allemande, 26 mars 1929, Brodetsky.

86 Festschrift anlässlich der Feier des 25jährigen Bestehens des Hilfsvereins der deutschen Juden, gegründet am 28. Mai 1901, Berlin 1926, et PA/AA, Direction des affaires politiques, Papiers Sobernheim, Actualité 1932, 78 709, note écrite, s.d., liste des organisations juives allemandes. À ce titre le *Hilfsverein* est comparable à l'Alliance israélite universelle, organisation française : même souci du bien-être des Juifs (en Europe de l'Est pour le *Hilfsverein*, dans le bassin méditerranéen pour l'AIU), même souci de diffusion de la langue nationale, même antisionisme.

87 Isaiah FRIEDMAN, *The Hilfsverein der deutschen Juden, the German Foreign Ministry and the Controversy with the Zionists, 1901–1918*, in: Leo Baeck Institute Year Book, XXIV (1979) p. 291sq.

Et en effet, l'initiative de Fraenkel aboutit à l'instauration d'une collaboration judéo-allemande, d'abord à Berlin. Le *Hilfsverein* se montre tout à fait prêt à apporter son soutien et dispose de fonds. Un accord est trouvé, et le ministère des Affaires étrangères et le *Hilfsverein der deutschen Juden* co-financent l'introduction de l'enseignement d'allemand à l'Université hébraïque. Ce fait est remarquable dans la mesure où l'Allemagne a été en mesure de trouver un financement alors qu'elle est dans une situation économique très difficile. Les fonctionnaires allemands compétents savent en effet qu'il vaut la peine de faire preuve de sens de sacrifice, étant donné que dans cette affaire, il en va d'une question de prestige liée à la diffusion de la culture et au maintien de la présence allemandes en Palestine. L'avenir est donc assuré, les étudiants juifs vont continuer à apprendre et à parler l'allemand. C'est d'ailleurs Hiram Pflaum, l'universitaire allemand jusque-là en charge de la littérature médiévale, qui assure l'enseignement en question: il parvient à mobiliser 40 personnes pour ses nouveaux cours, sur un total de 200 étudiants. De plus, l'enseignement d'allemand connaît ensuite une diffusion à certaines écoles juives de Palestine⁸⁸.

Cette victoire allemande doit toutefois être quelque peu nuancée, car puisqu'il n'est pas encore possible de créer une chaire d'anglais, une chaire d'allemand à proprement parler n'est pas non plus envisageable. Berlin doit donc se contenter de simples cours facultatifs.

L'intérêt de l'Allemagne pour l'Université hébraïque, donc pour le renforcement de sa position en Palestine, ne se dément pas par la suite. Avant l'arrivée à échéance de sa deuxième année sabbatique, Fraenkel insiste sur la nécessité de briser les dernières résistances⁸⁹. De retour en Allemagne, son activisme semble surtout destiné à obtenir des autorités prussiennes l'autorisation de repartir pour la Palestine et d'y poursuivre ses activités⁹⁰. L'*Auswärtiges Amt* comme le ministère prussien de l'Éducation s'efforcent de lui donner satisfaction, puisque ses vœux répondent parfaitement aux leurs⁹¹. Finalement, c'est le successeur de Nord à Jérusalem, Heinrich Wolff, qui permet à Fraenkel de retourner effectivement en Palestine: à son avis, le professeur est bien *la* garantie d'une politique réussie⁹².

88 ISA, Consulats allemands, 1379 Enseignement d'allemand à l'Université hébraïque 1929-1934 (carton P 525), lettre de Fraenkel au *Hilfsverein*, 11 janvier 1931, concernant l'enseignement d'allemand dans une école normale d'institutrices à Jérusalem: «... de cette manière, un nombre conséquent de futures institutrices et mères apprennent l'allemand.»

89 PA/AA, Direction des affaires politiques, Affaires politiques juives, 1.31-4.32, 78 667, lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (Kult 1/31) à l'AA, 12 janvier 1931, Nord.

90 ISA, Consulats allemands, 1379 Enseignement d'allemand à l'Université hébraïque 1929-1934 (carton P 525), lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (Kult 9/31) à Sobernheim, 3 mars 1931, Nord.

91 PA/AA, Affaires politiques juives, 1.31-4.32, 78 667, lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (Kult 13/31) à l'AA, 9 avril 1931, Nord.

92 Ses mérites et leur reconnaissance par les autorités allemandes sont d'ailleurs pour Fraenkel synonymes d'une possibilité concrète de survivre: lorsqu'il est à nouveau mis en congé, il quitte l'Europe et s'installe en Palestine, réalisation d'un idéal qui s'avère surtout être un refuge.

*La signification de l'enseignement d'allemand à l'Université hébraïque.
Dans le domaine de la politique étrangère allemande?*

Pour l'institution elle-même, l'introduction de l'enseignement de langues étrangères constitue sans aucun doute un progrès. Quelques années après son inauguration, elle est désireuse d'accroître le nombre des matières enseignées: ce n'est que de cette manière qu'elle doit atteindre le rang d'une université digne de ce nom – à savoir, dotée d'une Faculté des sciences humaines en constant agrandissement. Dans le même temps, l'introduction d'un enseignement de langues étrangères est un signal vers l'extérieur. L'université ne peut en effet continuer à être une entité indépendante mais isolée, elle est de plus en plus liée au monde qui l'entoure.

Pour l'Allemagne, soulignons-le encore, il s'agit d'une nouvelle initiative, d'un renouvellement de ses instruments de politique étrangère. La diffusion de la culture et de la langue allemandes est alors reconnue comme un moyen d'exercer une influence à l'échelle internationale; à l'instar de la France qui, au même moment, donne un sens à la francophonie. En Palestine, comme ailleurs, elle offre la possibilité de reconquérir des positions perdues. Dans les années 1920, ce sont certes les relations commerciales qui jouent le plus grand rôle, la composante culturelle n'ayant qu'une place mineure. Si dans cette région l'Allemagne ne peut se permettre un cheminement particulier et est obligée de soutenir la politique britannique⁹³, elle doit développer des alternatives pour atteindre ses objectifs.

La proposition de Fraenkel en vue d'un enseignement d'allemand à l'Université hébraïque s'insère parfaitement dans cette ligne, pour deux raisons: il s'agit d'une initiative d'action culturelle à l'étranger, et c'est la possibilité de renforcer des liens avec le judaïsme palestinien. Ces deux aspects se retrouvent dans les deux sections de l'*Auswärtiges Amt* alors en charge de cette affaire: celle des Affaires juives est responsable de l'idée et de sa conduite à bien; quant à elle, la direction des Affaires culturelles organise le financement⁹⁴. L'aspect le plus intéressant de ce projet réside sans aucun doute dans l'intérêt concomitant de l'Allemagne officielle et de sa communauté juive: seule la mise en commun des efforts et des moyens financiers permet à Berlin d'exercer une action culturelle relativement généreuse, à une époque où les autres puissances doivent diminuer leur budget. Cette affaire est donc un succès à plusieurs égards. L'allemand est la première langue moderne à être enseignée dans la jeune institution. De plus cette langue et l'Allemagne s'imposent à un établissement qui jusque-là s'est surtout concentré sur les sciences naturelles. Par ailleurs, la langue de Goethe peut être enseignée avant celle de Shakespeare, ce qui montre qu'il est possible de lutter contre la prétendue anglicisation de l'Université⁹⁵. C'est donc là un pas important, immédiatement suivi par l'entrée de David Werner Senator

93 Une attitude particulièrement vraie après l'entrée de l'Allemagne à la SDN, en 1926 (Francis R. NICOSIA, *Weimar Germany and the Palestine Question*, in: *Leo Baeck Institute Year Book XXIV* [1979] p. 321sq.).

94 PA/AA, Direction des affaires politiques III, Affaires politiques juives, 1.31-4.32, 78 667, lettre de Sobernheim à Nord, 28 mai 1931, brouillon, confidentiel.

95 L'anglais est enseigné à partir de 1937, mais une chaire d'anglais n'est fondée qu'en 1943.

dans l'administration de l'établissement, lui qui doit »devenir un pilier de la culture allemande en Palestine«⁹⁶.

Comme l'écrit le consul Nord en 1932, il s'agit là de »la première brèche dans le rempart chauvin du sionisme«⁹⁷. De fait, à l'échelle de la Palestine juive, l'introduction des cours de langue dans ce qui est son principal foyer de réflexion est interprétée comme le symbole de la crise du *Yichouv*. Celui-ci a en effet tenté de vivre en totale indépendance intellectuelle et de créer une identité qui lui soit propre, mais en vain. L'*Auswärtiges Amt* se réjouit de ce que ce repli sur soi n'est pas une solution pour son devenir politique, et qu'il faut l'accompagner sur la voie opposée⁹⁸. Cette pénétration est en quelque sorte la concrétisation du risque envisagé au même moment par l'orientaliste français Sylvain Lévi: en tant que président de la très francophile Alliance Israélite Universelle, il adresse au Quai d'Orsay un rapport sur les dangers menaçant la culture française dans les milieux israélites de Palestine: »C'est une perte et un recul pour la cause française; non pas que ces ashkénazes de l'Europe Orientale soient en sympathie de cœur avec l'Allemagne, mais l'élite s'est formée dans les Universités allemandes et un jour viendra où l'Allemagne saura tirer parti pour sa politique d'un tel appoint, si on laisse les événements se dérouler sans intervenir«⁹⁹.

Attitudes au sein du judaïsme allemand

Outre ces aspects de politique étrangère, l'activisme de l'*Auswärtiges Amt* s'aligne parfaitement sur les conceptions des Juifs allemands antisionistes. La *Wilhelmstraße* est pleinement informée des dissensions qui marquent alors la communauté juive d'Allemagne et se montre disposée à les utiliser à son profit. En l'occurrence, la plupart de ces Juifs sont opposés à la volonté du *Yichouv* de constituer un foyer national qui soit le seul représentant du judaïsme mondial. La question linguistique est une composante importante de ce conflit: ainsi de nombreux Juifs allemands qui font le voyage de Palestine refusent tout monopole hébraïque. Ce débat reflète à son tour le problème fondamental du sionisme, comme la quête identitaire des Juifs allemands dramatiquement résolue plus tard. Dans quelle mesure sont-ils allemands? Quelles sont leurs relations avec le *Yichouv*¹⁰⁰?

Des opinions relatives à ce sujet paraissent par exemple dans les articles du *Verband nationaldeutscher Juden* qui soulignent le danger de la »fuite hors de la germa-

96 ISA, Consulats allemands, 1379 Enseignement d'allemand à l'Université hébraïque 1929-1934 (carton P 525), lettre de l'AA (III 0 1280) à Nord, 13 mars 1930, Sobernheim. Senator est aussi responsable de la section financière de la nouvelle Agence juive (Lilo STONE, *German Zionists in Palestine before 1933*, in: *Journal of Contemporary History* 32 [1997] p. 182).

97 ISA, Consulats allemands, 1378 Université hébraïque 1928-1939 (carton P 525), lettre de Nord à Prüfer, 11 décembre 1932.

98 PA/AA, Direction des affaires politiques, papiers Sobernheim, divers 1929-32, 78 715, lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (Kult 10/32) à l'AA, 10 mars 1932, Nord. Pour la crise du *Yichouv*, voir DORON NIEDERLAND, *Leaving Germany - Emigration Patterns of Jews and Non-Jews during the Weimar Period*, in: *Tel Aviver Jahrbuch für deutsche Geschichte* XXVII (1998) p. 186-187.

99 MAE, Nantes, SOFE, série D, 369 Palestine, lettre du MAE-SOFE (48) au consulat général de France à Jérusalem, 6 décembre 1932, en annexe le rapport de Lévi.

100 Pour une description générale du débat: Moshe ZIMMERMANN, *Die deutschen Juden, 1914-1945*, Munich 1997, p. 106sq.

nité« pour le judaïsme allemand¹⁰¹. Ce péril est particulièrement mis en avant par les plus radicaux opposants au sionisme, les membres du *Centralverein deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens*, allant jusqu'à dénoncer l'action du *Pro Palästina Komitee*. À leurs yeux, les Juifs »ne sont pas des Allemands parce qu'ils veulent l'être, mais parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement«¹⁰². L'accroissement de la communauté juive de Palestine et la création de l'Université hébraïque sont à leur avis un non-sens nationaliste¹⁰³. C'est particulièrement le cas de cette »prétendue université«, exigeant de ses professeurs qu'ils écrivent et publient des livres en hébreu: quelle est la valeur de tels ouvrages si presque personne ne peut les lire? Dans cette logique, ces cercles antisionistes saluent *a contrario* l'introduction de langues étrangères, en particulier de l'allemand, à l'Université hébraïque. À leurs yeux, agir de la sorte n'est pas seulement une autre possibilité de critiquer le sionisme ou une pure affaire d'action culturelle à l'étranger; c'est également une question de politique intérieure, en montrant aux autres habitants de la République de Weimar que les Juifs sont d'aussi bons Allemands qu'eux¹⁰⁴.

Pour d'autres Juifs allemands, moins antisionistes que ces premiers, l'enseignement de la langue de Goethe à l'Université hébraïque est un excellent moyen de combiner leurs propres revendications: s'ils font preuve de bienveillance à l'égard de la Palestine juive, ils ne veulent pas d'une entité monopoliste et isolée. Le *Hilfsverein* incarne cette position, souhaitant une Palestine forte mais tolérante, qui admette toute influence externe dans son propre intérêt. À son avis, cela peut être réalisé grâce au soutien allemand au développement de la Palestine, en accord avec la politique officielle de la République de Weimar¹⁰⁵. Pour cela, le *Hilfsverein* profite de cette occasion pour s'aligner sur la politique de Berlin, en particulier parce que l'Université hébraïque a la réputation d'être une institution non-sioniste¹⁰⁶. En résumé, une telle attitude est la mieux à même de combiner le loyalisme à la cause allemande et la solidarité juive; elle est synthétisée en 1930 par la formule d'un membre du *Hilfsverein*: »méticulosité allemande et cordialité juive«¹⁰⁷.

101 Der nationaldeutsche Jude – Mitteilungsblatt des Verbandes nationaldeutscher Juden e.V., mai/juin 1926, n° 5/6, p. 3; Alfred PEYSER, Die Flucht aus dem Deutschtum – eine deutsche Gefahr.

102 Eugen Fuchs, 1913, cité in: Reiner BERNSTEIN, Zwischen Emanzipation und Antisemitismus – Die Publizistik der deutschen Juden am Beispiel der »C.V.-Zeitung«, Organ des Centralvereins deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens, 1924–1933, thèse de doctorat de la Freie Universität Berlin, 1969, p. 60.

103 Die Stellung des Centralvereins zu den innerjüdischen Fragen in den Jahren 1921–1926 – Eine Denkschrift für die Vereinsmitglieder von Rechtsanwalt Ludwig Foerder in Breslau, Breslau 1927, p. 21sq.

104 Une conception totalement rejetée par les sionistes: Weizmann refuse ainsi de rencontrer les représentants de ces associations lors de ses passages en Allemagne (The Letters and Papers of Chaim Weizmann, Letters, vol. XIII, séries A, mars 1926–juillet 1929, Jérusalem 1978, n° 305, lettre de Weizmann, Londres, à Julius Simon, New York, janvier 1928, p. 336sq.).

105 PA/AA, Direction des affaires politiques, Affaires politiques juives, 7.25–10.26, 78 662, note écrite (zu III 0 2123), 8 mai 1926, Sobernheim, et Affaires politiques juives, 1.31–4.32, 78 667, lettre de l'AA (III 0 3142) au *Hilfsverein*, 14 septembre 1931, von Bülow.

106 Voir *Hilfsverein der deutschen Juden*, Jahresbericht für 1929, Berlin 1930, p. 60, et Jahresbericht für 1930, Berlin 1931, p. 6.

107 Kundgebung für das Werk des Hilfsvereins der Deutschen Juden, in Berlin, Großer Festsaal von Kroll, 7. April 1930, Berlin 1930, p. 8.

La volonté de maintenir une présence allemande en Palestine comme dans le cœur des Juifs est en revanche rejetée par d'autres représentants de la communauté. C'est le cas du responsable sioniste Kurt Blumenfeld, qui pense qu'un Juif allemand est un Juif qui est allemand par hasard¹⁰⁸. Cette logique le conduit à considérer comme négligeable la question des langues à l'université de Jérusalem: cette institution est hébraïque; elle offre une occasion unique de fonder une science purement juive, à la différence des expériences préalables ratées¹⁰⁹. Pour cela, il ne peut dénoncer avec suffisamment de virulence toute tentative de mettre à mal l'identité hébraïque de l'établissement et ainsi sa contribution à la formation d'une conscience juive en Palestine. Selon Blumenfeld, désireux de mettre un terme à l'ambiguïté décrite plus haut, l'Université hébraïque n'est pas une université de type allemand qui intéresse seulement l'Allemagne. Il dénonce par ailleurs les »instincts assimilationnistes« des Juifs allemands pour défendre l'identité encore fragile de l'établissement¹¹⁰. Au total, il faut rejeter de la manière la plus radicale les attaques des Juifs allemands antisionistes, puisqu'il s'agit ni plus ni moins d'une question de vie ou de mort pour l'expérience en cours¹¹¹.

Pour finir, l'investissement de la République de Weimar dans l'Université hébraïque est une alternative sérieuse aux moyens d'influence habituels, les établissements religieux qui n'ont jamais vraiment réussi à se remettre complètement de la défaite de 1917/18. À la différence de leurs pendants français, alors que Paris enregistre un véritable retard en matière d'action culturelle destinée à la population sioniste, Berlin est plus en prise sur les réalités d'une Palestine en plein bouleversement. Mais dans le même temps, cette action s'insère d'une certaine manière aussi dans la prolongation de l'instrumentalisation traditionnelle des institutions d'enseignement, telle que nous l'avons observée dans le cas des établissements religieux. Ce qui soulève alors la question de savoir si l'Allemagne est prête à percevoir dans le sionisme une force d'émancipation, devant par essence se libérer de ses origines nationales.

IV. Le destin de la politique culturelle allemande en Palestine après 1933

Qu'advient-il de la politique culturelle allemande après 1933? Il est évident que l'évolution de la situation doit conduire à un bouleversement. Il est toutefois intéressant de constater qu'en Palestine le changement n'est que progressif.

108 Kurt BLUMENFELD, *Erlebte Judenfrage – Ein Vierteljahrhundert deutscher Zionismus*, Stuttgart 1962, p. 115; et Miriam SAMBURY, Jochanan GINAT (Hg.), *Kurt Blumenfeld, Im Kampf um den Zionismus – Briefe aus fünf Jahrzehnten*, Stuttgart 1976, introduction.

109 Kurt BLUMENFELD, *Die Universität Jerusalem als jüdische Aufgabe, überreicht vom Arbeitskreis Deutschland der Hebräischen Universität Jerusalem*, Berlin s.d. (1934), p. 5, avec critique de la *Wissenschaft des Judentums*, qui »en Allemagne [...] n'avait aucun écho et tournait dans le vide«.

110 Archives de l'Université hébraïque, 49, Correspondance avec l'Allemagne 1925–1930, lettre de l'Union sioniste d'Allemagne à l'Exécutif sioniste, 25 mars 1926, Blumenfeld.

111 Robert LICHTHEIM, *Kritische Reise durch Palästina (Eine Antwort an Dr. Alfred Wiener, Syndikus des Zentralvereins)*, Berlin s.d. (1927).

La fin de l'enseignement d'allemand

Il en va ainsi de l'Université hébraïque. L'arrivée au pouvoir de Hitler met certes fin au conflit que nous avons observé au sein du judaïsme allemand, avec des attitudes contradictoires à l'égard du sionisme s'illustrant dans le cas de l'enseignement d'allemand à l'Université hébraïque: dorénavant, une union doit être trouvée contre les dangers du temps. De la même manière, on aurait pu s'attendre à ce que le financement de l'enseignement d'allemand s'arrête après le 30 janvier 1933. Or ce n'est pas le cas, mais seulement pour des raisons très pratiques: comme les crédits sont votés, se prolonge en effet la coopération entre le national-socialisme et le *Hilfsverein der deutschen Juden* en faveur de l'Université hébraïque comme de l'influence allemande. Saisissante, cette collaboration n'est toutefois pas exceptionnelle. De la part du *Reich*, il en va de la poursuite d'une action culturelle à l'étranger qui ne se montre pas trop regardante sur les moyens utilisés; comme si, pour paraphraser une formule relative à Troisième République française, l'aryanisation de l'enseignement n'est pas un article d'exportation. Les impératifs guidant la réflexion de l'*Auswärtiges Amt* sont résumés dans une lettre du consulat allemand de Jérusalem, écrite au printemps 1933 pour favoriser le retour de Fraenkel en Palestine:

»Comme le sait l'*Auswärtiges Amt*, non que les cours de langue soient donnés par M. Fraenkel, qui reviennent en fait au Dr. Pflaum [...]. Après que les cours de langue eurent été introduits avec succès, il eut peut-être été possible de penser qu'une continuation des cours par M. Fraenkel était superflue. Du fait du développement que connaît le problème juif en Allemagne, je ne veux pas partager cette opinion. Ce n'est qu'après quelques semaines que l'on pourra juger de la fréquentation des cours [...]. On ne peut pas non plus préjuger de l'influence que les événements d'Allemagne auront sur l'apparition de certaines tendances désireuses de faire cesser les cours une nouvelle fois. C'est en particulier dans le dernier cas qu'il me semble souhaitable que M. Fraenkel puisse utiliser ici ses relations et contrer de telles intentions. Naturellement, seul un Juif est en mesure d'exercer une telle activité de médiation, et comme nous disposons en la personne de Fraenkel d'une personnalité qui est prête à agir dans l'intérêt de la diffusion de la langue et de la culture allemandes, je suis d'avis que son retour en Palestine ne peut qu'être souhaitable¹¹².

En ce qui concerne le sionisme, la poursuite de cette collaboration n'est pas non plus désintéressée. Il faut avoir à l'esprit que cette période est celle de la mise en place d'une coopération entre le mouvement fondé par Herzl et les nouvelles autorités de Berlin: l'accord de transfert (*haavara*) signé en vue de faciliter l'émigration des Juifs allemands vers la Palestine¹¹³. Le climat général n'est donc pas à une rupture brutale.

Toutefois, à plus long terme, la coopération relative à l'Université hébraïque est par trop symbolique d'une compromission sioniste en faveur du national-socialisme: la poursuite de l'enseignement d'allemand ne contribue-t-elle pas à entretenir l'image idéalisée d'une Allemagne en voie de disparition? L'Université hébraïque ne risque-t-elle pas d'être l'objet d'une politique culturelle qui cache de moins en moins

112 ISA, Consulats allemands, 1378 Université hébraïque 1928-1939 (carton P 525), lettre du consulat d'Allemagne à Jérusalem (1/33) à l'AA, 27 avril 1933, Wolff.

113 Yéhouda BAUER, *Juifs à vendre?*, Paris 1996.

ses dehors de grossière propagande? Refusant une telle logique, l'institution académique saisit la première occasion de se libérer de cette pesante collaboration.

Ainsi, en 1933, l'Italie propose le financement d'un enseignement d'italien, imitant l'Allemagne quelques années plus tôt. Il s'agit certes de l'Italie fasciste; mais le régime de Mussolini est encore dénué d'une politique franchement antisémite, et il perçoit le mouvement fondé par Herzl comme une possibilité d'accroître ses positions dans l'Est de la Méditerranée. De son côté, le sionisme, qui entretient avec l'Italie des relations anciennes, veut utiliser cette relation pour que Rome fasse pression sur Berlin, de manière à atténuer la politique antijuive de l'Allemagne. S'alignant sur cette logique de rapprochement, l'Université accepte la proposition italienne: en 1934, un enseignement d'italien est décidé. Comme le Dr. Pflaum, en charge à ce moment de l'allemand, a précédemment enseigné la littérature médiévale, notamment romane, il se prête parfaitement à cette nouvelle instruction. De ce fait, le professeur d'allemand devient alors enseignant d'italien, et ne peut plus assumer ses anciennes attributions: c'est au moins ce qu'affirme l'Université, lorsqu'elle annonce à Berlin ne plus pouvoir assurer un enseignement d'allemand¹¹⁴; alors que de son côté le *Hilfsverein* vient de virer sa contribution financière pour la nouvelle année universitaire¹¹⁵.

Apprenant cela, les fonctionnaires allemands ne se leurrent pas. Lorsqu'il transmet la nouvelle, le consul Wolff souligne ainsi que ce développement académique n'est qu'un prétexte: en mettant fin à l'enseignement d'allemand, le *Yichouv* signifie son opposition résolue à l'évolution de la nouvelle Allemagne. Pour l'Allemagne officielle, l'affaire revêt une double importance. Car non seulement Berlin disparaît de la liste des contributeurs à l'institution; mais en plus cette décision est synonyme d'un revirement politique de la part du *Yichouv*. Comme l'écrit le consul Wolff: »De toute manière, du point de vue sioniste, la question de l'amalgamation des Juifs nouveaux immigrants en provenance d'Allemagne avec ceux qui sont déjà établis est un problème de jour en jour plus difficile, et je peux m'imaginer que dans ces milieux, qui en ce moment font tout leur possible pour enseigner l'hébreu aux Juifs germanophones, on ne considère plus comme adapté aux circonstances l'enseignement d'allemand dispensé aux rejetons universitaires«¹¹⁶.

Montrant en quelque sorte du doigt une responsabilité allemande, puisque la »raison [de l'arrêt des cours d'allemand] est sans aucun doute à chercher dans la manière dont est traité le problème juif en Allemagne«¹¹⁷, Wolff ne peut donc que regretter la situation présente qui va à l'encontre de sa propre action: »Dans toute la politique que j'ai menée ici, je me suis toujours laissé guider par l'idée que nous avons intérêt [...] en Palestine à ne pas être mis hors-jeu, que ce soit du point de vue économique ou culturel.«

Ce qui le pousse, en accord avec Fraenkel, à vouloir relancer l'affaire, alors même qu'elle paraît perdue au profit d'autres puissances. De fait: »Il serait très regrettable

114 ISA, Consulats allemands, 1379 Enseignement d'allemand à l'Université hébraïque 1929–1934 (carton P 525), lettre de Schwabe à Wolff, 4 octobre 1933.

115 Ibid., lettre du *Hilfsverein* au consulat d'Allemagne à Jérusalem, 12 septembre 1933.

116 Ibid., lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (Kult 30/33) à l'AA, 12 octobre 1933.

117 Ibid., lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (Sprachk. 1/34) à l'AA, 5 février 1934, Wolff, urgent.

que nous pavions le chemin de la propagande culturelle des Italiens ou d'une autre nation ici fortement intéressée culturellement, en nous laissant mettre à l'écart sous l'influence du traitement de la question juive et en ne voulant pas sacrifier une somme relativement modeste en un temps où [...] il existe peut-être encore une possibilité de préserver une position menacée.»

De son côté, Fraenkel met en avant des raisons pédagogiques pour s'opposer à la fin des cours d'allemand. Dans une lettre à Wolff de la fin novembre 1933, il affirme que leur interruption brutale va perturber les élèves: s'ils peuvent se contenter de l'hébreu, de l'anglais et du français dans la vie de tous les jours, l'allemand leur est nécessaire en ce qui concerne les connaissances scientifiques et techniques. Par ailleurs, poursuit-il, le yiddish lui-même est composé aux trois quarts d'allemand, il est donc impossible de le comprendre, et de comprendre l'histoire juive, si l'on ne dispose pas de connaissances d'allemand¹¹⁸.

L'écartèlement entre Berlin et Jérusalem, l'incompatibilité des buts des politiques intérieure et extérieure national-socialistes, comme la résolution des sionistes ne peuvent toutefois permettre la réalisation des espoirs de Wolff et Fraenkel; et les cours d'allemand à l'Université hébraïque ne reprennent pas.

Le maintien de l'empreinte allemande en Palestine

Malgré les craintes exprimées au consulat du *Reich* à Jérusalem, la fin de l'enseignement d'allemand à l'Université hébraïque ne signifie pas celle de la présence allemande en Palestine. D'une part, des fonds sont encore versés pour certains cours dispensés dans des écoles secondaires juives¹¹⁹. D'autre part, comme l'affirme Fraenkel, une inertie existe bien, qui correspond à l'assimilation entre cultures allemande et juive¹²⁰. Enfin, il suffit de mentionner l'afflux massif de savants juifs allemands à Jérusalem après 1933, pour imaginer une extension conséquente de la culture allemande¹²¹. Comme l'écrit de manière éloquente un témoin oculaire non-juif: »Nous avons à Jérusalem un *Kurfürstendamm* comme à Berlin, partout on parle allemand«¹²².

Tandis que c'est l'accroissement du nombre de ressortissants du *Reich* à Haïfa qui pousse le consulat général d'Allemagne à Jérusalem à demander l'élévation au rang de consulat général du bureau allemand de la ville portuaire. À ce propos, comme le note Döhle, il est intéressant que le nombre de citoyens allemands de confession juive est largement supérieur à celui des chrétiens: »Après la création d'un consulat à Haïfa, les trois circonscriptions de Jérusalem, Jaffa et Haïfa compteraient respective-

118 Ibid., lettre de Fraenkel à Wolff, 26 novembre 1933.

119 Ibid., télégramme de l'AA (6/24) au consulat général d'Allemagne à Jérusalem, 24 février 1934, Stieve.

120 Ibid., lettre de Fraenkel, Amsterdam, à Wolff, 5 avril 1933.

121 Lors de la rentrée 1933, Magnes souligne que l'Université hébraïque reçoit un nouvel élan grâce aux ruines du judaïsme professoral allemand; et que les grands noms de son établissement sont allemands (ibid., »Address at the Opening of the Academic Year 1933/34, Hebrew University, November 5th, 1933«). En 1935, 60 universitaires juifs allemands se sont installés en Palestine (ibid., »Ansprache des Kanzlers der Universität, Dr. Magnes bei der Feier des 10-jährigen Bestehens der hebräischen Universität«, 10 avril 1935).

122 Jerusalem, Geschichte einer Gemeinde (voir n. 27) p. 90.

ment environ 500, 1000 et 1000 ressortissants aryens, et respectivement environ 10 000 citoyens du *Reich* juifs¹²³.

Quant à eux, les observateurs français en Palestine mettent en avant l'état d'esprit des Juifs allemands pour indiquer qu'il ne peut être affecté par les événements en cours: »Que les Juifs en Allemagne aient été mis hors la loi, trop d'intellectuels juifs allemands n'attribuent encore cette situation qu'à un parti, à un homme même, meneur d'irresponsables, et leur fidélité aux universités allemandes qui les ont formés n'est qu'à peine ébranlée. Hitler peut passer, le germanisme, forme de culture, reste supérieur à cet accident¹²⁴.

Dans les années suivantes, cette vision est encore très présente dans les esprits français. Qu'il s'agisse du consul Jacques d'Aumale, montrant du doigt à plusieurs reprises Shmuel Hugo Bergman: un Juifs pragois, directeur d'une bibliothèque universitaire dont les fonds restent très majoritairement germaniques, incarnant l'esprit allemand en lutte contre l'esprit français¹²⁵. Ou qu'il s'agisse de divers groupements juifs français qui, encourageant une relance de la culture hexagonale dans le *Yichouv*, n'en cachent pas la difficulté: »Ne perdons pas de vue [...] que l'immigration récente en Palestine d'un grand nombre d'intellectuels juifs d'Allemagne a fortifié la culture allemande, car quels que puissent être les sentiments de ces juifs envers Hitler et consorts, ils ne peuvent oublier que la langue allemande a été celle de Goethe et de Schiller, et comme l'a dit Heine: »la langue allemande est la patrie, même pour celui à qui la bêtise et la méchanceté refusent une patrie«. D'autre part, ils ne peuvent, d'un seul coup, se débarrasser des disciplines intellectuelles dans lesquelles s'est modelé leur esprit¹²⁶.

Mais de telles descriptions ne peuvent être interprétées comme le succès de la »nouvelle Allemagne«. Les récents immigrants juifs demeurent certes très liés à leur culture d'origine, mais ils ne veulent en aucun cas continuer à agir pour leur ancienne patrie: s'ils l'ont quittée, c'est contraints et forcés. S'ajoutent rapidement des manifestations d'hostilité au nouveau régime, prenant place lors de représentations culturelles en Palestine¹²⁷. Autant de phénomènes qui fondent les espoirs du consul de France en une désaffection progressive à l'égard de la culture allemande, donc en un réveil de la culture française: alors qu'en 1930, sondées sur l'idée d'un lycée français, les communautés juives de Palestine déclarent »qu'elles feraient tout contre [sa] création [...], à leur avis seule la culture allemande étant bonne«, trois ans plus tard,

123 ISA, Consulats allemands, 980 B Consulat de Haïfa 1928-1939 (carton P 490), lettre de Jérusalem (Haïfakons 1/36) à l'AA, 26 août 1936, Döhle.

124 MAE, Nantes, SOFE, série D, 372 Palestine, Université de Jérusalem 1936/40, dossier Palestine établissements d'enseignement, lettre du consulat général de France à Jérusalem (40) au MAE-SOFE, 7 août 1933, Caumeau.

125 Ibid., Correspondance de Jérusalem, B 214 Université hébraïque, lettre du consulat général de France à Jérusalem au MAE-SOFE, 20 novembre 1934, d'Aumale; et Service des Œuvres Françaises à l'Étranger, série D, 369 Palestine, lettre du consulat général de France à Jérusalem (65) au MAE-SOFE, 14 novembre 1935, d'Aumale.

126 Ibid., Document sur un Groupement pour la propagande culturelle française en Palestine, remis par Maxime Piha (rédacteur en chef des *Cahiers Juifs*), 17 avril 1935.

127 Par exemple des protestations ont lieu devant un cinéma affichant un film allemand (ISA, Consulats allemands, 1145 Organisations juives 1936-1937 (en fait Presse juive - carton 507), *Haaretz*, *Davar*, *Doar Hayom*, 20-21 novembre 1933, Un film allemand).

le consul peut espérer » que le Hitlérisme actuel les amènera à changer un peu d'opinion¹²⁸. Espoir qui semble aboutir puisqu'en 1935, entrée en contacts plus étroits avec l'Université hébraïque, la représentation française dans la Ville Sainte constate que » les sympathies allemandes [y] sont en décroissance¹²⁹.

De fait, le représentant du *Reich* à Jérusalem ne peut progressivement plus se fier à cette partie de la population de la Palestine pour servir sa cause. Aux motifs précédents s'ajoute le fait que le consulat subit lui-même le nouvel ordre national-socialiste: les Juifs de Palestine peuvent-ils rester fidèles à un bureau dont certes ils continuent de dépendre en tant qu'Allemands, mais dont le titulaire, Heinrich Wolff, doit quitter son poste en 1935 en raison de la judéité de sa femme¹³⁰?

Les nouvelles orientations de la présence allemande en Palestine

Outre l'impossibilité de compter sur les Juifs allemands réfugiés en Palestine, la politique culturelle allemande est de plus en plus difficile à mener également de la part des Allemands »aryens«, qui se considèrent pourtant comme des membres à part entière de la nouvelle *Volksgemeinschaft*. Ainsi, comme nous l'avons vu, le travail des institutions scientifiques est déjà rendu difficile par les tensions politiques palestiniennes, à partir de 1929. Avec le temps leur situation empire, notamment lors des grandes grèves de 1936-39 qui créent un climat insurrectionnel. Dans ces conditions, le consulat général d'Allemagne doit, pour des raisons de sécurité, déconseiller aux savants allemands un séjour en Palestine. Comme l'écrit Walter Döhle en 1938: » Au cours des années 1936 et 1937 les attentats et les actes terroristes se sont surtout dirigés contre les Juifs et les Anglais, et la qualité d'Allemand aryen était toujours une garantie de circulation et de travail en toute liberté¹³¹. Mais cette situation a changé: » J'ai l'impression qu'à présent un Allemand, même lorsque cette qualité est explicitement reconnue, ne jouit plus forcément d'une sécurité absolue ... «.

Dans ces circonstances, la politique culturelle allemande devient de plus en plus symbolique, les institutions étant condamnées à une inactivité croissante. À partir de 1932, aucun cours n'est plus donné à l'*Institut für Altertumswissenschaft*, ce qui annihile toute émulation avec les partenaires anglais ou français. En 1936, la situation est ainsi résumée: » ... le P. Köppel [Jésuite, membre de l'Institut biblique pontifical de Jérusalem] est le seul Allemand scientifiquement réputé présent en ce pays, les Anglais, Américains, les Français, les Juifs dominant complètement ce domaine [...]. Avant la guerre, l'Allemagne était à la pointe de la science en ce pays, en particulier par le biais de l'Institut prot[estant] [...], aujourd'hui le travail allemand en Palestine est proche de rien. Les fouilles allemandes de Jéricho et Megiddo sont poursuivies

128 MAE, Nantes, Jérusalem, B, 207 Centre de Culture Française, lettre de d'Aumale à Helleu, 10 mars 1933.

129 Ibid., 188 Français en Palestine, dossier propagande culturelle française en Palestine, lettre du consulat général de France à Jérusalem (54/14/A) au MAE-SOFE, 16 août 1935.

130 À cette occasion, Fraenkel exprime d'ailleurs ses vifs regrets (Bibliothèque nationale, Jérusalem, département des manuscrits, Papiers Fraenkel, Carton 4, 472 Consul allemand Jérusalem, lettre de Wolff à Fraenkel, 31 juillet 1935).

131 ISA, Consuls allemands, 1356 Fouilles de Palestine 1927-1939 (carton 523), lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (Archä 1/38) à Sellin, 10 février 1938, Döhle.

par des Anglais et des Américains, Sellin ne peut travailler à son *tell* que par périodes fortement isolées l'une de l'autre, *tell oreme*, propriété allemande est de par son importance même en danger d'être attribuée pour fouilles à une autre nation par le *Department of Antiquities*. Tout cela signifie une grande perte de prestige pour l'Allemagne [...] Auparavant, la connaissance de l'allemand était nécessaire à toute personne effectuant des recherches sur la Palestine [...]. À l'inverse, les chercheurs allemands doivent aujourd'hui recourir à des publications anglaises ou françaises pour s'informer des progrès en matière de recherches sur la Palestine. Il manque ici des personnalités allemandes qui puissent relever scientifiquement tous les nouveaux résultats et les diffuser ensuite en Allemagne. Le tarissement complet du flux de boursiers allemands doit lentement se traduire par un appauvrissement de la science orientaliste allemande. On peut de ce fait se poser la question de savoir si [...], l'Allemagne ne va pas être dépossédée du primat de la science biblique qu'elle possède encore [...]. Une chose est sûre: comme des organisations privées allemandes ne sont plus en mesure d'occuper à nouveau d'elles-mêmes le terrain, sans l'aide du gouvernement la disparition complète des instituts allemands en ce pays est inéluctable¹³². Néanmoins, la situation de la Palestine n'est pas la seule explication. La politique financière national-socialiste particulièrement rigide stoppe toute importation de devises, indispensables à la bonne marche des missions allemandes. C'est ce que souligne le Professeur Ernst Sellin, de l'Université de Halle, demandant en 1937 la poursuite de fouilles entamées en 1913: »Autant je reconnais le sérieux de notre situation financière, autant je crois pouvoir oser demander une aide de 1000 RM, puisque par les fouilles qui doivent être menées cette année il sera mis fin à une œuvre qui est connue depuis 1913 dans tout l'Orient comme une superbe entreprise scientifique allemande ...«. De fait, »La place de l'élément allemand [*Deutschtum*] en Palestine ne se définit pas seulement par le biais des résultats économiques des colons allemands mais aussi, comme à Rome, Athènes, etc, par la participation de la science allemande à la mise en valeur scientifique du pays. C'est pour cela que le ministère des Affaires étrangères du *Reich* a toujours reconnu, outre la signification scientifique générale de mes fouilles, leur portée politico-culturelle¹³³. Malgré ces flatteuries de circonstance, inhérentes à une demande de crédits, aucune somme ne peut être débloquée.

Dans la même logique, l'Allemagne songe à profiter de solutions peu onéreuses pour préserver une image favorable. Ainsi, les missions religieuses, traditionnelles représentations des puissances étrangères en Terre Sainte, peuvent encore être utiles. C'est ce que signale en 1938 le consul d'Allemagne à Jérusalem à propos des Bénédictins de la Dormition: leur permettre de créer une institution agricole destinée aux Arabes en leur accordant une exemption d'impôts ne peut que contribuer à diffuser l'image d'une Allemagne bienveillante. Et cela malgré la nature des Allemands en question: »Je peux m'imaginer que dans la nouvelle Allemagne, il n'y a pas un intérêt

132 Ibid., 1355 Art et Science 1928–1939 (carton 523), Compte rendu sur l'activité des instituts scientifiques de Jérusalem, 3 décembre 1936, Dr. A. Kopp.

133 Ibid., 1356 Fouilles de Palestine 1927–1939 (carton 523), lettre du *Reichs- und preussischer Minister für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung* (WT 1066, WP) à l'AA, 12 avril 1937, en annexe la lettre de Sellin, 10 mars 1937.

national particulier à la préservation et à l'encouragement donné à des institutions missionnaires dans le pays lui-même. Mais je pense qu'un tel intérêt existe en qui concerne l'activité des institutions missionnaires [...] en Palestine»¹³⁴.

Certes, »Je ne veux pas prétendre que l'esprit national-socialiste ait déjà pénétré complètement les milieux missionnaires de Palestine. En Terre Sainte, où la sensibilité religieuse est particulièrement forte, cela nécessite un certain temps.« Mais, poursuit-il, il existe déjà de réels signes démontrant une évolution favorable: »L'état d'esprit des [...] missions se laisse ainsi définir par le fait que les religieux et les sœurs témoignent de leur appréciation favorable de la nouvelle Allemagne par leur participation assidue aux jours de fêtes nationales ...«.

Enfin, de tout temps les religieux peuvent être d'excellents serviteurs de l'État, comme le prouvent des situations étrangères éprouvées: »On pourrait trouver une bonne manière de juger de cela en regardant la façon de procéder de la France qui au Proche-Orient, même après la séparation de l'Église et de l'État, exerce principalement sa propagande culturelle par le biais de ses sociétés missionnaires et obtient de la sorte indubitablement de bons résultats.«

La transformation de l'action allemande en Palestine sous le signe nazi

Aux problèmes financiers s'ajoute le fait que la population allemande de Palestine est immédiatement mise au pas. En réaction, les journaux allemands sont progressivement interdits des salles de lecture publiques¹³⁵. Par ailleurs, la décision, prise en 1937, d'unifier l'école protestante et celle des *Templer* à Jérusalem, n'est pas le résultat de considérations économiques. Elle correspond bien plus au souhait d'éliminer de cette population l'élément »réactionnaire«, protestant, pour faire de la communauté allemande de Palestine un exemple de la »belle nouvelle *Volksgemeinschaft*«¹³⁶. Ce qui est confirmé un an plus tard par le remplacement du pasteur luthérien de l'église du Rédempteur, également chargé de la direction de l'Institut biblique évangélique; un mouvement que le consul de France rapporte à Paris en ces termes: »Sans doute, les convictions nationalistes du pasteur Rhein auront-elles paru trop tièdes et aura-t-on tenu à lui donner, en la personne du Dr. Dölling, un successeur plus actif et plus entreprenant. Jusqu'ici rien que de normal. Le régime national-socialiste, en six ans d'existence, nous a habitué à ces patriotiques exécutions et celle-ci paraît s'être passée avec toute la discrétion désirable«¹³⁷.

De tels événements soulignent à quel point la politique culturelle allemande a évolué. En Palestine, à partir du milieu des années 1930, il s'agit avant tout de contrôler la population allemande, et de se focaliser sur les »vrais« Allemands¹³⁸. De fait, une

134 Ibid., 1422 B Institutions allemandes 1927–1939 (carton P 528), lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (1/38) à l'AA, 8 mars 1938, Döhle.

135 Ibid., 1145 Organisations juives 1936–1937 (en fait Presse juive – carton 507), *Davar*, 29 janvier 1934, On se plaint, et *Haaretz*, 29 janvier 1934, Propagande national-socialiste en Palestine.

136 Jerusalem, *Geschichte einer Gemeinde* (voir n. 27) p. 92.

137 MAE, Paris, Levant 1918–1940, Palestine, 67, Sionisme, janvier 1937–décembre 1938, lettre du consulat général de France à Jérusalem (121) au MAE, 5 février 1938, Outrey (consul de 1938 à 1941).

138 Ralf Balke a montré que la communauté allemande de Palestine enregistre un taux d'adhésion au NSDAP-AO anormalement élevé (Ralf BALKE, *Hakenkreuz im Heiligen Land – Die NSDAP-*

activité »culturelle« ne s'exerce plus qu'à l'adresse de la communauté allemande au sens strict du terme. De ce point de vue, il est significatif que lui soient étendues les pratiques de la nouvelle Allemagne. Les Allemands de Palestine s'adaptent ainsi au salut hitlérien et à l'idéologie qu'il recouvre¹³⁹; les manifestations organisées par les différents consulats ne concernent plus que ceux qui applaudissent volontiers le drapeau à croix gammée: c'est le cas de l'office en l'honneur du 1^{er} mai, »Jour du travail national« à l'*Erlöserkirche*¹⁴⁰; de »la journée des héros« célébrée à Jérusalem dans le cimetière chrétien du mont Sion¹⁴¹; ou du résultat du plébiscite de la Sarre favorable à l'Allemagne, en 1935¹⁴². Tandis que le consulat général de Jérusalem ne manque pas d'adresser des exemplaires de *Mein Kampf* et du matériel de propagande au consulat général de Haïfa, avant même son inauguration officielle, le 4 avril 1938¹⁴³. Ce dernier événement est d'ailleurs l'occasion pour son titulaire, Wilhelm Melchers, de donner une description des manifestations culturelles allemandes auxquelles on assiste désormais en Palestine:

»J'ai fait de l'envoi des couleurs, le 3 avril, une petite fête pour la jeunesse, elle qui avait attendu cet événement avec un enthousiasme franchement touchant. 86 garçons et filles de la Jeunesse hitlérienne et des scolaires de la colonie allemande de Haïfa, qui comprend presque mille personnes, sont entrés à la chancellerie du Consulat le matin à 7 heures. En plus, j'avais convié ces Messieurs des directions des sections locales, de même que les maires et quelques notables des colonies allemandes de Haïfa, Bethlehem et Waldheim [implantations allemandes de Galilée]. Après un bref discours, dans lequel j'abordais la signification de la jeunesse pour l'avenir du *Reich* et son devoir responsable, un *Sieg Heil!* au *Führer* fut lancé. À ce moment, j'ai chargé le plus âgé des membres des Jeunesses hitlériennes de hisser le drapeau, tandis que la

Landesgruppe in Palästina, Erfurt 2001) voir aussi ID., Die NSDAP in Palästina – Profil einer Auslandsorganisation, in: Tel Aviver Jahrbuch für deutsche Geschichte XXVII (1998) p. 221sq. À propos du comportement politique de la population protestante allemande de Palestine avant et après 1933, voir Roland LÖFFLER, Die Gemeinden des Jerusalemvereins in Palästina im Kontext des kirchlichen und politischen Zeitgeschehens in der Mandatszeit, in NOTHNAGLE, ABROMEIT, FOERSTER (voir n. 5) p. 185–212, en particulier p. 204–211.

139 ISA, Consulats allemands, 1145 Organisations juives 1936–1937 (en fait Presse juive – carton 507), *Haaretz*, 11 avril 1934, Nos voisins, à propos des Allemands de la colonie de Sarona qui font force saluts hitlériens à des touristes allemands, démonstration pour le journal de ce qu'est éduquée là une génération d'»anéantisseurs et d'ennemis d'Israël«.

140 Ibid., 1457 B Service de presse du Bureau allemand d'informations 1936–1937, *DNB-Pressedienst* – 41/36, 28 avril 1936.

141 Ibid., 991 Cérémonies 1937–1939 (carton 491), lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (Zere 6/38) à Buchhalter, 24 février 1938, Döhle, dans laquelle le consul général annonce au *Ortsgruppenleiter* du NSDAP à Jérusalem sa participation à la cérémonie du mont Sion, et donne des détails sur l'organisation: discours de Döhle, participation de la cellule locale du NSDAP et de la *Hitlerjugend*, des anciens combattants ...

142 MAE, Paris, Levant 1918–1940, 66, sionisme, juin 1934–octobre 1936, lettre du consulat général de France à Jérusalem (19) au MAE, 23 janvier 1935, d'Aumale: »Aussitôt les firmes allemandes, Banque des Templiers, *Deutsch Levant Line* (sic), etc ..., ont donné congé à leurs employés. Les cloches des églises des Templiers et de l'Église latine de la Dormition [...] ont sonné pendant une demi-heure. Une grande réception a eu lieu au Cercle de la Colonie allemande de Jérusalem.«

143 ISA, Consulats allemands, 980 B Consulat de Haïfa 1928–1939 (carton P 490), lettre du consulat d'Allemagne à Jérusalem (Haifakons 20/38) au consulat général d'Allemagne à Haïfa, 1^{er} avril 1938.

jeunesse allemande groupée dans le jardin et une foule de spectateurs allemands lui adressaient le salut allemand¹⁴⁴.

Dans ces conditions, nous pouvons nous interroger sur la justesse de la qualification de «culturelle», lorsqu'il s'agit d'une politique centrée sur la communauté allemande et destinée à son encadrement idéologique¹⁴⁵. Une entente tacite avec le sionisme, telle qu'elle a réellement existé est désormais définitivement exclue: de fait, les caractéristiques allemandes de ce mouvement, qui doivent inéluctablement s'estomper, ne se prêtent plus à la possibilité d'en faire un instrument pour la politique de Berlin.

Dans cette mesure, il s'agit de travailler alors une nouvelle clientèle, la population arabe. Cependant pour cela, ce n'est plus la politique culturelle qui est utile, mais une propagande pure et dure, qui génère rapidement des suspicions généralisées à l'encontre des Allemands de Palestine, les accusant de prendre part à des troubles anti-juifs¹⁴⁶. Très rapidement sollicités par les Arabes eux-mêmes dans le sens d'une plus grande collaboration¹⁴⁷, les Allemands ne répondent toutefois que par moment et de manière plutôt inconséquente¹⁴⁸. À l'image de l'attitude générale plutôt distante du Troisième Reich envers le monde arabe¹⁴⁹, et alors qu'une position solide pouvait effectivement être obtenue et assurée par le biais de la population juive de Palestine, la composante arabe ne constitue jamais un réel substitut. À cet égard, nous pouvons certes prendre note de brochures magnifiant en arabe le nouveau régime de Berlin¹⁵⁰, ou dénonçant à l'occasion les méfaits de l'administration mandataire britannique, accusée de faire le jeu des Juifs et de réprimer les justes revendications arabes¹⁵¹. Mais il n'existe pas de politique culturelle raisonnée envers cette frange de la population,

144 Ibid., lettre du consulat d'Allemagne à Haïfa (414) à l'AA, 13 avril 1938, Melchers. Il est intéressant de mentionner que Melchers, issu de la section Moyen-Orient de la *Wilhelmstraße*, devient, après la Deuxième Guerre mondiale, membre de la section du ministère fédéral des Affaires étrangères qui doit se prononcer sur l'établissement de relations diplomatiques avec le jeune État d'Israël (voir notre ouvrage, *De la Shoah à la réconciliation? La question des relations RFA–Israël [1949–1956]*, Paris 2000, p. 382).

145 Döhle ne refuse-t-il pas en 1939 de s'exprimer sur des problèmes allemands à l'occasion d'une conférence qu'on lui propose de donner à l'hôtel King David, de peur d'être confronté à un auditoire «à la composante juive très forte» (ISA, Consulats allemands, 979 Consulats étrangers 1934–1938 (carton P 490), lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (brouillon) à l'AA, 28 février 1939, Döhle).

146 Dès après la prise de pouvoir par Hitler, Wolff est obligé de démentir des rumeurs allant dans ce sens (ibid., 1145 Organisations juives 1936–1937 [en fait Presse juive – carton 507], *Davar* [journal du syndicat juif *Histadrout*], 19 novembre 1933, Le consul allemand démentit).

147 1393 Culture, Livres non-allemands 1928–1938 (carton P 526), lettre du journal *Al-Jami'a al-Islamiyah*, Jaffa, à Nord, 26 juillet 1934, K. Farekh.

148 MAE, Nantes, Correspondance de Jérusalem, B 149 Propagande allemande en Palestine, dossier Œuvres de propagande étrangères en Palestine, lettre du consulat de France à Jaffa (20/10/F) au consulat général de France à Jérusalem, 15 février 1937.

149 Klaus GENSICKE, *Der Mufti von Jerusalem, Amin el-Husseini, und die Nationalsozialisten*, Frankfurt e. a. 1988.

150 ISA, Consulats allemands, 1393 Culture, Livres non-allemands 1928–1938 (carton P 526), lettre de l'ambassade d'Allemagne au Caire (service de presse) au consulat général d'Allemagne à Jérusalem, 27 octobre 1934, avec une demande concernant l'utilisation d'une brochure en arabe intitulée *Hitler*.

151 Ibid., 1145 Jüdische Organisationen 1936–1937 (en fait Presse juive – carton 507), *Davar*, 7 janvier 1934, *Haaretz*, 7 janvier 1934, Des brochures nazies en langue française pour les Arabes de Palestine, et *Davar*, 12 février 1934, Du matériel de propagande nazie en Palestine.

dont on sait pourtant qu'elle est plutôt favorable à l'Allemagne¹⁵²: elle paraît trop concentrée sur ses propres problèmes pour pouvoir être utile à la cause allemande. À l'instar de ce qui aura lieu au cours de la Deuxième guerre mondiale, avec le rapprochement entre Hitler et le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amine el-Husseini, la population arabe ne peut être perçue que comme un élément pouvant à l'occasion perturber l'ordre britannique, dont Berlin ne sait d'ailleurs pas s'il a intérêt à sa destruction.

Conclusion

L'étude de la politique culturelle allemande en Palestine n'est pas seulement d'un intérêt local. Certes nous avons là une politique modelée en fonction de facteurs régionaux; mais elle est représentative d'une grande partie de la politique étrangère allemande de cette époque: une capacité d'adaptation à de nouveaux impératifs, tranchant, sans y mettre fin, avec des instruments d'intervention plus habituels.

Pour sa part, la mise en place et le financement d'un enseignement d'allemand à l'Université hébraïque est notable à plusieurs égards. Cela s'intègre dans la politique culturelle moderne que l'Allemagne s'entend à mettre en place: le gouvernement de Berlin est le premier à financer un enseignement de cette nature à l'Université hébraïque; et l'idée est jugée bonne puisque imitée par le gouvernement italien. Par là, l'Allemagne peut s'attirer les faveurs de tendances nouvelles, profitant de certaines dissensions internes au sionisme, au moment où l'Université étend ses domaines d'activité. L'AA sait aussi par là trouver des alliés au sein du judaïsme allemand. C'est le cas du professeur de mathématiques et sioniste convaincu Adolf Fraenkel, qui sait réorienter le sionisme en faveur de l'Allemagne en s'impliquant lui-même pleinement dans l'introduction de l'enseignement de l'allemand. L'arrêt de ces cours est également significatif d'une évolution: alors que l'Allemagne n'aurait pas voulu stopper leur financement, elle se voit forcée de le faire, événement somme toute logique puisqu'elle s'ingénie à pourchasser sur son territoire la population dont elle veut se servir pour accroître son influence en Palestine.

La présente étude permet aussi des comparaisons avec d'autres pays. C'est ainsi que la France s'investit à son tour dans l'Université hébraïque, symbole de sa prise en compte des bouleversements de la région. Elle le fait certes plus lentement que l'Allemagne. Mais en même temps il s'agit bien d'une évolution qui conduit, entre autres, en 1938, à la création d'une chaire de civilisation française: initiative très raisonnée, elle correspond, comme dans le cas de Berlin, à l'exportation d'un tout autre modèle que celui incarné par les établissements religieux¹⁵³.

Une telle étude constitue enfin la possibilité de réfléchir plus avant sur ce qui définit une action culturelle à l'étranger; mais c'est également la possibilité de penser l'image que l'Allemagne se fait d'elle-même après la défaite de 1918.

152 Ibid., 1393 Culture, Livres non-allemands 1928-1938 (carton P 526), lettre du *Deutsches Nachrichtenbüro* de Jérusalem au consulat général d'Allemagne, 6 octobre 1936, Reichert, avec transmission de la liste des journaux paraissant en Palestine et mention de leur bienveillance envers l'Allemagne.

153 Voir notre étude La création de la chaire de civilisation française de l'Université hébraïque de Jérusalem, in: *Revue d'histoire de la Shoah - Le Monde Juif*, n° 167, septembre-décembre 1999, p. 161-179.

Mais en Palestine les objectifs de la politique culturelle allemande semblent différer de ceux présents dans d'autres régions du monde. En Europe centrale, par exemple, elle demeure très active même après 1933, en conservant les attributs d'une action culturelle à l'étranger au sens propre du terme; certes elle y adopte les méthodes d'une pure propagande, mais elle demeure encore tournée vers l'extérieur et vise notamment à susciter l'imitation du modèle allemand, en dénigrant les régimes démocratiques occidentaux¹⁵⁴. En Palestine, de réelles tentatives de poursuivre une politique culturelle, même avec des méthodes propagandistes, sont très rares. Il semble plutôt que le *Reich* se concentre désormais sur la mise au pas de la colonie allemande. Alors même que les autres pays européens y demeurent très actifs: ainsi la France, qui ne cesse de dénoncer la persistance des tendances germanisantes de l'Université hébraïque et s'efforce de promouvoir, par un réseau culturel conséquent, les valeurs de la démocratie et des droits de l'Homme.

Il paraît donc que le *Reich* ne se fait plus d'illusion sur ses chances de succès auprès des populations de Palestine: les Juifs allemands n'étant plus des porteurs de la culture allemande, les Arabes ne peuvent que devenir des intermédiaires occasionnels pour une politique d'agitation, dont à vrai dire Berlin ne sait pas si elle doit être effectivement menée; de plus les Arabes, eux-mêmes des Sémites, sont-ils des partenaires appropriés?

Dans ces conditions, la politique culturelle allemande en Palestine tourne à vide. Cela s'illustre par un exemple éloquent: au début 1939, la *Wilhelmstraße* propose d'envoyer à sa représentation de Jérusalem le catalogue *Deutsche Wissenschaft, ein Wegweiser für die neue wissenschaftliche Literatur von 1933-1938*¹⁵⁵. À cette fin, la direction des Affaires culturelles demande à son correspondant d'établir la liste des bibliothèques intéressées. La réponse du consul Döhle met en avant la vacuité de la clientèle allemande en Palestine, tout au moins sur le plan culturel. Il écrit: »Comme les bibliothèques juives locales ne peuvent entrer en ligne de compte pour l'acquisition du catalogue scientifique pour l'étranger et comme d'autres bibliothèques n'existent pas, je prie de bien vouloir mettre à disposition du Consulat général un exemplaire du catalogue pour l'étranger qui, si l'occasion s'en présente, sera montré à des personnes intéressées«¹⁵⁶.

154 Voir les analyses d'un contemporain, Alphonse Dupront, directeur de l'Institut français de Hautes Études de Bucarest, parues dans *L'Europe nouvelle*: I. Propagandes sur l'Europe, 972, 26 septembre 1936; II. La vocation traditionnelle de la France, 973, 3 octobre 1936; III. Rayonnement et propagande, 977, 21 octobre 1936; IV. Œuvres françaises et coopération intellectuelle, 980, 30 novembre 1936. Voir aussi Antoine MARÈS, Puissance et présence culturelle de la France - L'exemple du Service des Œuvres Françaises à l'Étranger dans les années 30, in: *Relations Internationales* 33 (1983) p. 65sq.

155 ISA, Consuls allemands, 1355 Art et Science 1928-1939 (carton 523), lettre de l'AA (Kult W 1845) au consulat général d'Allemagne à Jérusalem, 3 mars 1939, Stieve, confidentiel. Ce catalogue est copié d'une initiative française, établie par le gouvernement de Front Populaire au moment de la relance du Livre français à l'étranger: un crédit est accordé aux établissements étrangers d'enseignement supérieur pour l'acquisition d'ouvrages français, choisis sur une liste déterminée transmise au même moment. Le national-socialisme fait partie des matières scientifiques présentes dans la version allemande.

156 Ibid., lettre du consulat d'Allemagne à Jérusalem (1513/39) à l'AA, 29 avril 1939, Döhle.

C'est au même moment que s'affirme la volonté d'une rupture complète avec l'Allemagne de la part de ses anciens ressortissants: le directeur du Centre de Culture Française, créé à Jérusalem en 1935, interprète ainsi la forte fréquentation de Juifs allemands aux conférences qu'il organise: »Les Juifs ont été [...] profondément déçus par l'aboutissement actuel de la culture allemande et ils essaient aujourd'hui de se ›raccrocher‹ à quelque chose de stable; la culture française, universelle et complète, profonde, accueillante et souriante, a tout ce qu'il faut pour faire ici l'unanimité autour d'elle«¹⁵⁷.

Si certains observateurs, comme le consul français Amédée Outrey, restent attachés à leur perception de »réfugiés allemands que dix ans de persécution officielle n'ont pas encore réussi à dégoûter des méthodes intellectuelles d'Outre-Rhin«¹⁵⁸, nous pouvons prendre note de la volonté sioniste d'éliminer tout symbole de l'ancienne collaboration. Ainsi, l'Université hébraïque réclame en mai 1939 l'attribution effective de livres collectés par la *Gesellschaft der Freunde der Hebräischen Universität*, pour le moment bloqués sur le territoire du *Reich*¹⁵⁹. Ironie de l'histoire, c'est David Werner Senator, considéré en son temps comme »un pilier de la culture allemande en Palestine«¹⁶⁰, qui signe cette lettre. De même, c'est le principal médiateur entre l'Allemagne et l'établissement, Adolf Fraenkel, devenu recteur de l'université, qui, au début de la campagne de France, écrit ces mots au représentant de Paris à Jérusalem: »En ces jours où l'armée française mène un combat héroïque non seulement pour l'existence et la liberté de la France, mais pour la civilisation et la liberté humaines, je tiens à vous exprimer ma plus profonde sympathie et celle de l'Université Hébraïque. J'espère de tout mon cœur que dans un futur très prochain votre armée réussira à vaincre ce terrible ennemi«¹⁶¹.

Toutes ces indications témoignent d'une rupture durable des relations culturelles entre l'Allemagne et la Palestine. Alors que la langue de Goethe est, dans un milieu inhospitalier, le refuge dans lequel peuvent se retrouver des intellectuels pourchassés, l'allemand est désormais soumis à un boycott, avec des effets inattendus. C'est ainsi que le *Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda*, le ministère de Goebbels, prie en février 1939 la représentation allemande de Jérusalem de lui faire parvenir quelques exemplaires du nouveau périodique édité par l'ancien rédacteur en chef de la *Jüdische Rundschau*, Robert Weltsch¹⁶². Le consulat se trouve bien en

157 MAE, Nantes, Correspondance de Jérusalem, B 207 Centre de Culture Française, lettre de Jean Thibault-Chambault à Outrey, 5 janvier 1938.

158 MAE, Paris, Papiers privés d'Amédée Outrey, PAAP 130, 31, Jérusalem correspondance (télégrammes) 1940, télégramme du consulat général de France à Jérusalem (132) au MAE, Vichy, 17 octobre 1940.

159 ISA, Consuls allemands, 1378 Université hébraïque 1928-1939 (carton P 525), lettre de l'Université hébraïque au consulat général d'Allemagne à Jérusalem, 28 mai 1939, Senator.

160 Ibid., 1379 Enseignement d'allemand à l'Université hébraïque 1929-1934 (carton P 525), lettre de l'AA (III 0 1280) à Nord, 13 mars 1930, Sobernheim.

161 Bibliothèque nationale, Jérusalem, Département des manuscrits, Fonds Fraenkel, Carton 3 Université, lettre de Fraenkel à Outrey, 21 mai 1940.

162 ISA, Consuls allemands, 1393 Culture, Ouvrages non-allemands 1928-1938 (carton P 526), lettre du *Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda* (IV A 4060 b 02/22.2.39/570-2) au consulat général d'Allemagne à Jérusalem, 23 février 1939, Walther.

peine de répondre à cette requête: du fait de la trop grande opposition de la communauté juive locale à tout ce qui est publié en allemand, le périodique ne paraît plus en Palestine¹⁶³.

Par la suite, le patrimoine allemand de Palestine en est évacué par étapes. Dans un premier temps, le consul de France à Jérusalem regrette la relative clémence avec laquelle les Allemands »aryens« sont traités par la Grande-Bretagne, en dépit de leur statut d'ennemis consécutif à la déclaration de guerre: »Je comprends que l'administration mandataire ait tenu à éviter jusqu'à l'apparence d'une mesure de persécution à l'égard des religieux ou des religieuses ennemis mais, sachant ce qu'a été et ce qu'est encore la propagande allemande dans ce pays, je suis bien en droit de m'étonner que les autorités britanniques n'aient pas, comme c'était leur droit, profité de l'état de guerre pour fermer complètement les écoles allemandes de Palestine. Et mon étonnement est encore plus justifié quand je vois ces mêmes autorités aller jusqu'à permettre, en pleine guerre, à une œuvre allemande de recueillir des fonds pour poursuivre son activité«¹⁶⁴.

Mais en définitive, les Allemands de Palestine, qui »se sont mis à manifester leur joie face aux victoires allemandes en Europe«¹⁶⁵, sont arrêtés puis déportés ou expulsés en 1940–1941. Les *Templer* paient leur engagement pro-nazi par un départ sans retour. Mais, à la différence de l'après Première guerre mondiale, le rejet de la présence allemande est cette fois bien plus durable. Quelques décennies plus tard¹⁶⁶, c'est la culture qui fait très symboliquement l'objet des plus vives réticences du jeune État d'Israël dans ses rapports avec la République fédérale d'Allemagne¹⁶⁷.

163 Ibid., lettre du consulat général d'Allemagne à Jérusalem (1197/39) au *Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda*, 24 mars 1939, Döhle.

164 MAE, Nantes, Jérusalem, B 150, Mesures prises contre les Allemands de Palestine, lettre du consulat général de France à Jérusalem (35) au MAE, 6 avril 1940, Outrey.

165 Ibid., lettre du consulat général de France à Jérusalem (54) au MAE, 25 mai 1940, Outrey.

166 En dépit de la rapidité relative avec laquelle sont inaugurés des liens entre les deux États, la culture reste en arrière: si des premiers contacts datent des années 1950 (De la Shoah à la réconciliation? [voir n. 144] p. 293–295), le gouvernement israélien édicte en 1962 des mesures restreignant fortement les relations culturelles entre les deux pays (Yeshayahu A. JELINEK, *Zwischen Moral und Realpolitik – Eine Dokumentensammlung*, Gerlingen 1997, p. 586–593).

167 Illustration sur la couverture de ce volume: Albert Einstein à Jérusalem, 6 février 1923, à Auguste Victoria, chez le Haut-commissaire britannique de Palestine: de gauche à droite, 1^{er} rang: Mme Einstein, Herbert Samuel (Haut-commissaire britannique) et Madame, Albert Einstein, P. Dhorme (directeur de l'École biblique); 2^e rang: P. Sertillanges (théologien dominicain, de passage à Jérusalem), Norman Bentwich (procureur général de la Palestine), le major Richmond (architecte du gouvernorat de Jérusalem) et Madame, P. Orfali (franciscain). © École biblique et archéologique française, Jérusalem.